EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat.
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Tresorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales } La ligne de 27 lettres
 réglementaires } **1 franc 50**
 et judiciaires }

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat,

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 27 février 1926/14 chaabane 1344 allouant une pension mensuelle de 10.000 francs à l'ex-sultan Moulay Hafid.	441
Dahir du 15 mars 1926/1 ^{er} ramadan 1344 érigeant en direction le service de la santé et de l'hygiène publiques.	442
Arrêté viziriel du 26 février 1926/13 chaabane 1344 autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Casablanca d'une parcelle de terrain sise dans cette ville et classant une partie de ladite parcelle dans le domaine public de Casablanca.	442
Arrêté viziriel du 1 ^{er} mars 1926/16 chaabane 1344 arrêtant les comptes de premier établissement et d'exploitation de la Compagnie du port de Fédhala à la date du 31 décembre 1924.	443
Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la circulation sur la piste de Khénifra-Boujad, par Sidi Lamine.	443
Arrêté du directeur général des travaux publics relatif à l'installation d'une prise d'eau sur la rive droite de la Moulouya au lieu dit « Koudiat bou Mia ».	443
Arrêté du directeur général des travaux publics instituant un tarif de location de coffres et boudes d'amurage utilisés par les bâtiments de servitude, de pêche ou de plaisance au port de Casablanca.	444
Arrêté du directeur général des travaux publics relatif aux extractions de sable et autres matériaux dans le domaine public maritime aux environs de Rabat-Safé.	444
Arrêté du chef de la circonscription des Abda-Ahmar autorisant la liquidation du séquestre Otto Mannesmann.	444
Autorisation de loterie.	445
Créations d'emploi.	445
Promotions et nominations dans divers services.	445
Classement et affectations dans le personnel du service des renseignements.	446

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis d'examens.	446
Avis de mise en recouvrement du rôle des patentes de la ville de Mogador, pour l'année 1926.	446
Avis de mise en recouvrement du rôle de la taxe urbaine des villes de Mogador et Settat, pour l'année 1926.	446
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat: Extraits de réquisitions n° 253 à 2552 inclus; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 2076 et 2131; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 1707; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 2076 et 2131; Avis de clôtures de bornages n° 1030, 1949,	

2050, 2060, 2061, 2063, 2149, 2170, 2171, 2172, 2175, 2211, 2251 et 2297. — Conservation de Casablanca: Extraits de réquisitions n° 8491 à 8515 inclus; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 6137 et 6603; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 5153, 6137 et 6603; Avis de clôtures de bornages n° 5711, 6659, 6673, 6711, 6902, 7007, 7136, 7137, 7138, 7157, 7172, 7173, 7195, 7230, 7232, 7311, 7462, 7487, 7572, 7669, 7672 et 7699. — Conservation d'Oujda: Extraits de réquisitions n° 1443 à 1449 inclus; Avis de clôtures de bornages n° 979, 1052, 1205, 1219, 1247, 1293, 1305 et 1309. — Conservation de Marrakech: Avis de clôtures de bornages n° 609, 612, 636, 632, 652 et 706. — Conservation de Meknès: Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 84; Réouvertures des délais concernant les réquisitions n° 273 et 278; Nouvel avis de clôture de bornage n° 84; Avis de clôtures de bornages n° 104, 284, 339, 354, 359, 378, 514, 548 et 555.	447
Annonces et avis divers.	465

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 27 FÉVRIER 1926 (14 chaabane 1344)
 allouant une pension mensuelle de 10.000 francs
 à l'ex-sultan Moulay Hafid.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Une pension mensuelle de dix mille francs (10.000 fr.) sera servie, à compter du 1^{er} mai 1925, à l'ex-sultan Moulay Hafid, résidant à Enghien-les-Bains (Seine-et-Oise).

ART. 2. — A compter du 1^{er} avril 1925, le loyer et l'entretien de la villa de l'ex-sultan Moulay Hafid, à En-

ghien-les-Bains (Seine-et-Oise), seront mis à la charge du Gouvernement chérifien à concurrence d'une somme annuelle de trente mille francs (30.000 fr.).

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1344,
(27 février 1926).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

DAHIR DU 15 MARS 1926 (1^{er} ramadan 1344)
érigé en direction le service de la santé
et de l'hygiène publiques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le service de la santé et de l'hygiène publiques créé par Notre dahir du 24 juillet 1920 (7 kaada 1338) est érigé en direction de la santé et de l'hygiène publiques.

ART. 2. — La direction de la santé et de l'hygiène publiques a dans ses attributions :

1° Les formations sanitaires civiles, tant au point de vue des consultations et des soins à donner aux indigents que de l'hospitalisation de toutes catégories de malades ;

2° Le service médical de colonisation ;

3° L'hygiène et la prophylaxie générales ;

4° La police sanitaire maritime ;

5° Le contrôle des services sanitaires municipaux ; l'inspection sanitaire de tous établissements scolaires et des établissements pénitentiaires ; la surveillance de l'Institut Pasteur ;

6° L'établissement de la statistique médicale ;

7° Et généralement l'ensemble des services de la santé et de l'hygiène publiques.

ART. 3. — Le statut du personnel de la direction est réglé par arrêté viziriel.

ART. 4. — Notre dahir du 24 juillet 1920 (7 kaada 1338) est abrogé.

*Fait à Rabat, le 1^{er} ramadan 1344,
(15 mars 1926).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 FÉVRIER 1926
(13 chaabane 1344)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Casablanca d'une parcelle de terrain sise dans cette ville et classant une partie de ladite parcelle dans le domaine public de Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié et complété par les dahirs des 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) et 26 juillet 1924 (23 hija 1342) ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (1^{er} chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville de Casablanca, dans sa séance du 23 septembre 1925 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique l'acquisition, par la municipalité de Casablanca, d'une parcelle de terrain d'une contenance de quatre cent trente et un mètres carrés environ (431 mq), située rue de l'Industrie, à Casablanca, et appartenant à M. Domerc.

Cette parcelle, teintée en bleu foncé et en bleu clair sur le plan annexé au présent arrêté, est limitée au nord par la rue de Marseille, à l'est par la rue de Marseille et la propriété Rechid ben Mohamed el Marizi, au sud par la propriété du Crédit marocain et la rue de Marseille, à l'ouest par la rue de l'Industrie.

La partie teintée en bleu clair, d'une superficie de trois cent cinquante mètres carrés (350 mq.), sera incorporée au domaine public de la ville de Casablanca.

ART. 2. — Cette acquisition se fera au prix de deux cent cinquante francs le mètre carré (250 fr. le mètre carré), soit moyennant le paiement d'une somme globale de cent sept mille sept cent cinquante francs (107. 750 fr.).

ART. 3. — Le chef des services municipaux de la ville de Casablanca est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 13 chaabane 1344,
(26 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} MARS 1926
(16 chaabane 1344)

arrêtant les comptes de premier établissement et d'exploitation de la Compagnie du port de Fédhala à la date du 31 décembre 1924.

LE GRAND VIZIR,

Vu le contrat de concession du port de Fédhala, en date du 30 juillet 1913, approuvé par dahir le 4 mai 1914 (8 joumada II 1332), et, notamment, les articles 33 et 34 du cahier des charges ;

Vu l'avenant à la dite concession, en date du 27 octobre 1920, approuvé par dahir du 14 décembre 1920 (2 rebia II 1339) ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 novembre 1925 (4 joumada I 1344) arrêtant les comptes d'établissement et d'exploitation de la Compagnie du port de Fédhala du 31 décembre 1923 ;

Vu les comptes de premier établissement et d'exploitation de l'exercice 1924, présentés par la Compagnie du port de Fédhala ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte de premier établissement de la Compagnie du port de Fédhala au 31 décembre 1924 est arrêté à la somme de neuf millions neuf cent onze mille trois cent trente-quatre francs quatre-vingt-quatorze centimes (9.911.334 fr. 94).

Le compte de garantie du Gouvernement chérifien, prévu par l'article 11 de l'avenant du 27 octobre 1920 et ouvert à la suite de l'émission d'obligations autorisée par dahir du 7 mai 1921 est arrêté, au 31 décembre 1924, à la somme de un million cinq cent quarante-deux mille trois cent onze francs quarante et un centimes (1.542.311 fr. 41).

Le compte de « prélèvement sur fonds de roulement », constitué par les fonds disponibles des obligations émises en vue du premier établissement pour parfaire le montant du service des obligations 6 % 1921, qui s'élevait, au 31 décembre 1923, à six cent six mille quatre-vingt-trois francs quatre-vingts centimes, est soldé à zéro au 31 décembre 1924.

Le compte d'attente du concessionnaire, prévu à l'article 11 de l'avenant du 27 octobre 1920, est arrêté au 31 décembre 1924 à la somme de un million soixante-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-treize francs quarante-huit centimes (1.074.493 fr. 48).

ART. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la Compagnie du port de Fédhala par les soins du directeur général des travaux publics.

Fait à Rabat, le 16 chaabane 1344,
(1^{er} mars 1926).

MOHAMMED EL MOKRI,

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 9 mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**
portant limitation de la circulation sur la piste Khénifra-Boujad, par Sidi Lamine.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage, et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 17 et 19 ;

Considérant qu'il importe pour la bonne conservation de la piste de Khénifra à Boujad par Sidi Lamine, d'interdire aux véhicules lourdement chargés de circuler sur cette piste pendant les périodes pluvieuses ;

Sur la proposition du général commandant la région de Meknès,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Par temps de pluie, les voitures automobiles légères à bandages pneumatiques dont le poids par essieu ne dépasse pas 800 k. et les autres véhicules dont le poids par essieu ne dépasse pas 600 k., sont seuls autorisés à circuler sur la piste précitée.

La circulation normale reprendra 48 heures après la dernière chute de pluie.

Rabat, le 10 mars 1926.

P. le directeur général des travaux publics,
Le directeur général adjoint,

MAITRE-DEVALON.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**
relatif à l'installation d'une prise d'eau sur la rive droite de la Moulouya au lieu dit « Koudiat bou Mia ».

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu la demande formulée par M. Robbe, directeur de la Société anonyme de Culture et d'Élevage de la Moulouya, agissant au nom et pour le compte de cette société, tendant à être autorisé à installer une prise d'eau sur la rive droite de la Moulouya au lieu dit « Koudiat bou Mia » ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire du contrôle civil des Beni Snassen, sur la demande d'autorisation formulée par M. Robbe de puiser 100 litres-seconde dans la Moulouya au lieu dit « Koudiat bou Mia ».

A cet effet, le dossier est déposé du 18 mars 1926 au 18 avril 1926 dans les bureaux du contrôle civil des Beni Snassen à Berkane.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

- Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;
- Un représentant de la direction générale des travaux publics ;
- Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;
- Un représentant du service des domaines ;
- Un géomètre du service topographique,
- Et un représentant du service de la conservation foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 9 mars 1926.

DELPIT.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

instituant un tarif de location de coffres et bouées d'amarrage utilisés par les bâtiments de servitude, de pêche ou de plaisance au port de Casablanca.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Considérant que des bâtiments de servitude, de pêche ou de plaisance sont amenés à s'amarrer à titre provisoire sur des coffres ou bouées appartenant à la direction du port de Casablanca, en attendant l'installation d'appareils de mouillage leur appartenant en propre ;

Considérant que l'usage de ces coffres et bouées doit donner lieu à une juste rémunération des services, ainsi rendus par l'administration,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout bâtiment de servitude, de plaisance ou de pêche, ayant un poste d'amarrage permanent dans le port de Casablanca, paiera, lorsqu'il s'amarrera sur des engins appartenant à l'administration, une taxe fixée à :

- 3 francs par jour pour l'usage d'un coffre ;
- 1 — — — — — d'une bouée.

ART. 2. — Le capitaine de port assurera l'encaissement de cette taxe dans les mêmes conditions que celui des autres taxes de port.

ART. 3. — L'administration ne saurait accepter la moindre responsabilité vis-à-vis des usagers en cas d'accident quel qu'en soit le motif.

ART. 4. — Le chef de l'exploitation du port de Casablanca est chargé de l'application du présent arrêté qui entrera en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1926.

Rabat, le 5 mars 1926.

P. le directeur général des travaux publics,
Le directeur général adjoint,
MAITRE-DEVALON.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

relatif aux extractions de sable et autres matériaux dans le domaine public maritime aux environs de Rabat-Salé.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié et complété par le dahir du 8 novembre 1919 ;

Vu le dahir du 30 novembre 1918 sur les occupations temporaires du domaine public ;

Vu l'arrêté du directeur général des travaux publics du 12 août 1915 réglementant les extractions de sable ou de matériaux quelconques dans le domaine public maritime aux environs de Rabat et de Salé, et notamment, l'article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté du 12 août 1915 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant :

« Les extractions de sable ou de matériaux quelconques dans le domaine public maritime aux environs de Rabat-Salé sont soumises aux dispositions réglementaires édictées aux articles ci-après, sous la réserve que toute extraction est interdite dans les parties de plages utilisées par des installations de bains de mer ».

ART. 2. — L'ingénieur de l'arrondissement de Rabat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 4 mars 1926.

P. le directeur général des travaux publics,
Le directeur général adjoint,
MAITRE-DEVALON.

ARRÊTÉ DU CHEF DE LA CIRCONSCRIPTION DES ABDA-AHMAR

autorisant la liquidation du séquestre Otto Mannesmann.

Nous, contrôleur civil, chef de la circonscription des Abda-Ahmar, officier de la Légion d'honneur,

Vu la requête additive en liquidation du séquestre Otto Mannesmann, publiée au *Bulletin officiel* n° 637, du 6 janvier 1925 ;

Vu le dahir du 3 juillet 1920 sur la liquidation des biens séquestrés par mesure de guerre ;

En exécution de l'article 7 dudit dahir ;

Vu l'arrêté publié au *Bulletin officiel* n° 688, du 29 décembre 1925, nommant M. Merillon, gérant séquestre à Safi, liquidateur de la séquestration Otto Mannesmann,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La liquidation des immeubles désignés dans la requête en liquidation susvisée, est autorisée.

ART. 2. — Les immeubles seront liquidés conformément aux clauses et conditions du cahier des charges prévu à l'article 16 du dahir du 3 juillet 1920.

ART. 3. — Les prix minimum de mise en vente sont fixés comme suit :

Pour l'ensemble des immeubles n° 1 à 5, constituant la propriété dite « Azib Maagla », à fr. : 4.000 (quatre mille francs) ;

Pour l'ensemble des immeubles n° 6 à 19, constituant la propriété dite « Azib Messaadya », à fr. : 12.000 (douze mille francs).

Safi, le 6 mars 1926.

LE GLAY.

AUTORISATION DE LOTERIE

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 9 mars 1926, l'association dite « Union sportive algérienne », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée à organiser une loterie de 10.000 billets à un franc, dont le tirage aura lieu le 10 avril 1926.

CRÉATIONS D'EMPLOI

Par décision du secrétaire général du Protectorat, en date du 10 mars 1926, il est créé au service de l'administration générale un emploi de rédacteur.

* * *

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 25 février 1926, sont créés au service des mines, à compter du 1^{er} mars 1926, les emplois ci-après :

Conducteurs principaux ou conducteurs des travaux publics : 2 — par suppression de deux emplois de conducteurs des travaux publics.

Commis principaux ou commis des travaux publics : 2 — par suppression de deux emplois de commis des travaux publics.

* * *

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 20 février 1926, il est créé à la direction des eaux et forêts :

Cinq emplois de préposé du cadre actif ;

Dix emplois de cavalier indigène.

PROMOTIONS ET NOMINATIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté résidentiel en date du 8 mars 1926, sont nommés contrôleurs civils stagiaires, à compter du 19 janvier 1926 :

MM. VALLAT Marcel-Albert ;
MIRANDE Raymond-Marie-Félix ;
CORICON Jacques-Edouard ;
LONGIN Jean-Baptiste-Jules ;
MOULIERAS Léopold-Maurice ;
TALLEC Corentin-Joseph.

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 27 janvier 1926, sont promus :

(à compter du 1^{er} février 1926)

M. HARTAR Lucien, conducteur des travaux publics de 3^e classe, à la 2^e classe de son grade ;

M. JAUFFRET Jean, conducteur des travaux publics de 3^e classe à la 2^e classe de son grade ;

M. REAU Charles, contrôleur de 1^{re} classe de la marine marchande et des pêches maritimes, contrôleur principal de 2^e classe.

(à compter du 1^{er} mars 1926)

M. GAUTHIER Georges, ingénieur adjoint des travaux publics de 3^e classe, à la 2^e classe de son grade ;

M. MOUZON Maurice, ingénieur adjoint des travaux publics de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 5 mars 1926, M. LEROY André, inspecteur d'agriculture de 2^e classe, est incorporé dans le personnel administratif de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en qualité de chef de bureau de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} janvier 1926.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 19 février 1926 :

M. BUTZ Eugène, agent mécanicien des services métropolitains, est nommé chef mécanicien de 4^e classe à Oujda, à dater du 16 janvier 1926 ;

M. ARNAULT Ambroise, agent mécanicien des services métropolitains, est nommé chef mécanicien de 1^{re} classe à Rabat, à dater du 16 janvier 1926.

* * *

Par arrêtés du chef du service des perceptions, en date du 25 février 1926, sont nommés collecteurs stagiaires (emploi réservé) :

M. BONNEFOY Auguste, pensionné de guerre, à compter du 1^{er} mars 1926 ;

M. BESAGNI René, ancien combattant, à compter du 16 mars 1926.

* * *

Par arrêté du chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 18 février 1926, M. FESQUET Paul, sous-chef de bureau de conservation hors classe, 1^{er} échelon, est nommé chef de bureau de conservation de 3^e classe, à compter du 1^{er} février 1926, en remplacement de M. Lusteguy, réintégré dans son administration d'origine.

CLASSEMENT ET AFFECTATIONS
dans le personnel du service des renseignements.

Par décision résidentielle en date du 4 mars 1926, sont classés dans la hiérarchie spéciale du service des renseignements et reçoivent les affectations suivantes :

En qualité d'adjoints stagiaires
(à compter du 4 février 1926) :

Le capitaine d'infanterie h. c. DUMALLE Marie, mis à la disposition du général commandant la région de Fès.

(à compter du 19 février 1926) :

Le lieutenant de cavalerie de TOURNEMIRE Marie, du 23^e régiment de spahis, mis à la disposition du général commandant la région de Fès.

Le lieutenant de cavalerie LAENNEC Pierre, du 23^e régiment de spahis, mis à la disposition du général commandant la région de Fès.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS D'EXAMENS

L'examen du brevet élémentaire et du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale) est fixé au 31 mai prochain.

Les dossiers doivent être parvenus avant le 30 avril à la direction générale de l'instruction publique, à Rabat. Passé cette date, aucune demande ne sera acceptée.

*
*
*

L'examen du brevet supérieur est fixé au 2 juin prochain.

Les dossiers doivent être parvenus avant le 1^{er} mai, à la direction générale de l'instruction publique, à Rabat. Passé cette date, aucune demande ne sera acceptée.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville de Mogador

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Mogador, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 25 mars 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Mogador

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Mogador, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 25 mars 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Settat

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Settat, pour l'année 1926, est mis en recouvrement à la date du 25 mars 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
EXTRAITS DE REQUISITIONS (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2533 R.

Suivant réquisition, en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj Lahbib ben Lahbib Deïchi, marié selon la loi musulmane à dame Zahra Bouazza, vers 1875, aux douar et fraction des Dioucha, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de 1° Ahmed bel Hadj Boubker Mouline, marié selon la loi musulmane à dame Khadouj bent Abdelkader bel Hosseïne, vers 1923, à Rabat, y demeurant, rue des Consuls, 17 ; 2° Benachir ben Bouazza, célibataire, demeurant au douar Dioucha-précité, ledit El Hadj Lahbib ben Lahbib, faisant élection de domicile chez Ahmed bel Hadj Boubeker Mouline, susnommé, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis par parts égales d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « El Hamri », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Dioucha, au kilomètre 66 de la route de Rabat à Camp Marchand et à 100 mètres environ à l'est du marabout de Sidi Jebrou.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par une piste et au delà par Mohamed ben Labsir et par Mohamed oud Kacem ; à l'est, par Mohamed bel Miloudi, tous trois demeurant sur les lieux, douar et fraction des Dioucha ; au sud, par une piste et au delà par Mohamed ben Labsir, susnommé ; à l'ouest, par une piste, et au delà par Kaddour el Bou Amraoui, demeurant à Rabat, rue Souika, impasse Lalla-Oum-Knabech.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date de rebia II 1330 (20 mars au 17 avril 1912), homologué, aux termes duquel Bouazza oud Hada, son père Abdallah et Mohamed ben Thami, ont vendu ladite propriété à El Hadj Lahbib ben Lahbib, ce dernier ayant déclaré, suivant procès-verbal de comparution en date du 11 février 1926, avoir agi dans ladite acquisition tant en son nom personnel qu'en celui de Benachir ben Bouazza et de Ahmed bel Hadj Boubeker Mouline, susnommés.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2534 R.

Suivant réquisition en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj Lahbib ben Lahbib Deïchi, marié selon la loi musulmane à dame Zahra Bouazza, vers 1875, aux douar et fraction des Dioucha, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Benachir ben Bouazza, célibataire, demeurant au même lieu, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis par moitié d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « El Haud », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Dioucha, au km. 66 de la route de Rabat à Camp Marchand et à 500 mètres environ à l'ouest du marabout de Sidi Jebrou.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par une piste et au delà par El Himer ben Driss, sur les lieux, douar Dioucha ; à l'est, par le cheikh Bahloul el Bzizi, sur les lieux, douar Bzaïz ; au sud, par Al Arbi oud Fdila ; à l'ouest, par Abderrahman oud Charda, tous deux demeurant au douar Dioucha, précité.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Cadi, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte en date du 6 jomada II 1332 (2 mai 1914), dressé par un seul adel, aux termes duquel Baïz ben Naceur Dichi, son neveu Hadj ben Naceur et ses frères Mohamed el Kebir et Sridi ont vendu ladite propriété à El Hadj Lahbib ben Lahbib, ce dernier ayant déclaré, suivant procès-verbal de comparution du 11 février 1926, avoir agi, dans ladite acquisition, tant en son nom personnel qu'en celui de Benachir ben Bouazza susnommé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2535 R.

Suivant réquisition, en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj Lahbib ben Lahbib Deïchi, marié selon la loi musulmane à dame Zahra Bouazza, vers 1875, aux douar et fraction des Dioucha, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Argoub Ghrebba », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Dioucha, au km. 66 de la route de Rabat à Camp Marchand et à 400 mètres environ du marabout de Sidi Baïlil.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Bou Amer ben Hamsas, sur les lieux, douar et fraction des Bzaïz ; à l'est, par El Hachemi oud el Alia ; au sud, par Kacem ben M'barek, tous deux demeurant sur les lieux, douar Dioucha ; à l'ouest, par Behilil oud el Mokadem, également sur les lieux, douar Bzaïz précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha en date du 24 jomada I 1332 (20 avril 1914), dressée par un seul adel.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2536 R.

Suivant réquisition en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj Lahbib ben Lahbib Deïchi, marié selon la loi musulmane à dame Zahra Bouazza, vers 1875, aux douar et fraction des Dioucha, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Feddan Kherouaha », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Dioucha, à 10 km. environ au sud-ouest de N'kreïla, à 200 mètres environ du marabout de Sidi Moussa Doukkali, lieu dit « Lalla Regraga ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Deïch oud Bouazza bel Abbès ; à l'est, par Abdelah ben el Am ; au sud, par El Khir ben Bennaceur, tous trois demeurant sur les lieux, douar Dioucha ; à l'ouest, par Bouazza oud Bahia, également sur les lieux, douar et fraction des Ouled Hada.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha en date du 23 jomada I 1332 (19 avril 1914), dressée par un seul adel.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Réquisition n° 2537 R.

Suivant réquisition en date du 12 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Shaïmi ben M'Hamed Boukantar Laazizi Sahli, marié selon la loi musulmane à dame M'Barka bent Ahmed Saïdi, vers 1919, au douar des Ouled Aziz, fraction des M'Falha, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme propriétaire indivis de : 1° Fatima bent Sidi Kaddour Sahli, sa mère, veuve de M'Hamed Boukantar, décédé vers 1924, au même lieu ; 2° Zohra bent M'Hamed Boukantar, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Bouazza, en 1926, au même lieu ; 3° Ben Aïssa ben M'Hamed Boukantar ; 4° Ayachi ben M'Hamed Boukantar ; 5° Fatima bent M'Hamed Boukantar, ses frères et sœurs placés sous sa tutelle, les trois derniers célibataires, tous les susnommés demeurant au douar des Ouled Azizi précité, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ain Cherreg », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Aziz, sur la rive gauche du Bou Regreg, à 500 mètres du marabout de Lalla Kreira et du signal 205, lieu dit « Ain Cherg ».

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par Bel Abbès, le caïd M'Hamed ben Tahar et par Mohamed ould el Aliâ ; à l'est, par Ahmed ben Omar, tous demeurant sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par l'Etat chérifien (domaine forestier).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de M'Hamed Boukantar, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 10 rejeb 1344 (24 janvier 1926), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2538 R.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le 12 du même mois, M. Guarrigues Auguste, propriétaire, célibataire, demeurant et domicilié à Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 15 du lotissement urbain de Petitjean », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Guarrigues », consistant en terrain et construction, située à Petitjean.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.390 mètres carrés, est limitée : au nord, par l'avenue Lyautey ; à l'est, par le caïd Djilali ben Thami ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 16 chaabane 1335 (7 juin 1917), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2539 R.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le 12 du même mois, Zahra bent Sidi Abdeslam ben Benachir el Bouchti, veuve de Mohamed ben Sidi Boubeker el Bouazzaoui, décédé vers 1919, aux douar et fraction des Bouchtiine, tribu des Ouled Naïm, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Cherafchira », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ouled Naïm, fraction des Bouchtiine, sur la rive gauche du Sebou et la rive droite du Fouarat, à 2 km. environ au nord-est de Kénitra.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Vignobles du Sebou », titre 780 R., appartenant à la Compagnie Marocaine, représentée par M. Brun, demeurant à Rabat ; à l'est, par les héritiers de Sidi Mohamed ben Boubeker, représentés par M'Hamed ben Mohamed, demeurant sur les lieux ; au sud, par la route de Kénitra à Fès et

au delà par la propriété dite « Biton I », réq. 1632 R., dont l'immatriculation est poursuivie par M. Juillet, demeurant à Kénitra ; à l'ouest, par la Compagnie des Chemins de Fer du Maroc.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte de partage par devant adoul, en date du 20 ramadan 1341 (6 mai 1923), homologué, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2540 R.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le 12 du même mois, Zahra bent Sidi Abdeslam ben Benachir el Bouchti, veuve de Mohamed ben Sidi Boubeker el Bouazzaoui, décédé vers 1919, aux douar et fraction des Bouchtiine, tribu des Ouled Naïm, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Biad », consistant en terrain de culture et construction, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ouled Naïm, fraction des Bouchtiine, sur la rive gauche du Fouarat, à 500 mètres environ au sud de la route de Kénitra à Fès, à proximité du marabout de Sidi Ali Bouchta.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par la Régie des Chemins de fer à voie de 0 m. 60, représentée par son directeur à Rabat, et au delà par M. Lhermitte, demeurant à Kénitra ; à l'est, par l'Etat chérifien (domaine public) ; au sud, par la propriété dite « Biton II », réq. 1633 R., dont l'immatriculation est poursuivie par M. Juillet, demeurant à Kénitra ; à l'ouest, par Mohamed Daoudi, demeurant à Kénitra.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un partage par devant adoul, en date du 20 ramadan 1341 (6 mai 1923), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2541 R.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le 12 du même mois, Zahra bent Sidi Abdeslam ben Benachir el Bouchti, veuve de Mohamed ben Sidi Boubeker el Bouazzaoui, décédé vers 1919, aux douar et fraction des Bouchtiine, tribu des Ouled Naïm, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

1° Boubeker ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, à dame Meriem bent Mohamed Kharbouch, vers 1924, au même lieu ; 2° M'Hamed ben Mohamed, marié selon la loi musulmane à dame Khaltoum bent Djilali, vers 1920, au même lieu ; 3° Zahra bent M'Hamed el Bouazzaoui, veuve de Boubeker el Bouchti, décédé vers 1880, au même lieu ; 4° Mohamed ben Mohamed ; 5° Abdeslam ben Mohamed ; 6° Aïcha bent Mohamed, ces derniers célibataires, tous demeurant au douar El Bouchtiine, précité ;

A demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans des proportions diverses, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Ouldja », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ouled Naïm, fraction des Bouchtiine, sur la rive droite de l'oued Fouarat et l'ancienne route de Kénitra à Fès, à 2 km. environ au nord-est de Kénitra et à proximité du pont de l'oued Fouarat.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est composée de deux parcelles, limitées :

Première parcelle. — Au nord, par l'ancienne route de Kénitra à Fès et au delà par la propriété dite « Vignobles du Sebou », titre 780 R., appartenant à la Compagnie Marocaine, représentée par M. Brun, demeurant à Rabat ; à l'est, par Bouselham ben Sidi Abdeslam, demeurant à Salé, rue Saff ; au sud, par l'oued Fouarat ; à l'ouest, par la propriété dite « Vignobles du Sebou », titre 780 R., susvisée.

Deuxième parcelle. — Au nord, par la Compagnie des Chemins de fer du Maroc et au delà par Bouselham ben Sidi Abdeslam, sus-nommé ; à l'est et à l'ouest, par ce dernier ; au sud, par l'oued Fouarat.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Mohamed ben Boubeker el Bouazzaoui, ainsi que le constate un acte de fiduciation en date du 23 ramadan 1342 (28 avril 1924), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2542 R.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le 15 du même mois, Isaac ben Issakhar Altit, négociant, marié selon la loi mosaïque à dame Sol Serfaty, vers 1910, à Larache, y demeurant, représenté par M^e Gaty, avocat à Rabat, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Altit I », consistant en terrain de culture et construction, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Beni Malek, sur la rive droite du Sebou, à 3 km. environ au nord de Sidi Allal Tazi et à proximité de la route de Tanger et du douar Chrarfa.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Abdelkader ben Bouchouk ; à l'est, par Youssef ben Mohamed Chekkafi ; au sud, par Abdelkader ben Saïd Cheffafi ; à l'ouest, par Saïd bel Ghandour, tous les susnommés demeurant sur les lieux, douar Chekakfa.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul. en date du 24 kaada 1343 (16 juin 1925), homologué, aux termes duquel Djilani ben Hammou lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2543 R.

Suivant réquisition en date du 8 février 1926, déposée à la Conservation le 15 du même mois, Mohamed ben Benaïssa el Khalifi, agriculteur, marié selon la loi musulmane à dame Halima bent el Hadj Lahmar, vers 1905, au douar des Ouled Abdallah, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, y demeurant, représenté par M^e Gaty, avocat à Rabat, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Kharotta », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled ben Benaïssa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Beni Malek, sur la route de Souk Tleta à Souk el Djemâa de Lalla Mimouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Azib el Aouakla et Oujajna », rég. 475 R., dont l'immatriculation a été requise par la Compagnie Rharb et Khlol, représentée par M. Vercken, demeurant à la Kâroutfa Daoufa, par Souk el Arba du Gharb ; à l'est, au sud et à l'ouest, par celle dite « Azib des trois douars », rég. 1016 R., dont l'immatriculation a été requise par la Compagnie Rharb et Khlol, représentée par M. Vercken susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire, en vertu d'une moukia, en date du 17 jourmada I 1344 (3 décembre 1925), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2544 R.

Suivant réquisition en date du 15 février 1926, déposée à la Conservation le 16 du même mois, El Fatmi ben M'Hamed Rezgani, marié selon la loi musulmane à dames : Ghannou bent Bouazza Benachir el Berchani, vers 1910, Toto Ahmed ben M'Hamed, Aïssa, vers 1911, et à Zohra bent Bouazza, vers 1916, aux douars et fraction des Ouled Rezg, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « M'Del et Djedir Laouija », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El M'Del Laouija », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ktir, fraction des Ouled Rezg, à 3 km. environ au nord de N'Krejla, sur la rive droite de l'oued Koriffa et à proximité du ravin dit « Serijja », lieudit « Moukaz-M'Del Laouija ».

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par El Hadj Ahmed Tazi, demeurant à Rabat, rue Derb Nedjer ; à l'est, par une piste et au delà par le requérant ; au sud et à l'ouest, par un ravin et au delà par la propriété dite « Bled el Gharbi et Mohamed ben el Bachir », rég. 2248 R., dont l'immatriculation a été requise par Mohamed ould Hadj el Bachir et consorts, demeurant sur les lieux, douar Ouameur, fraction des Ouled Mansour.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 1^{er} mohartem 1330 (22 décembre 1911), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2545 R.

Suivant réquisition en date du 17 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Houlmann François, veuf de dame Rizzo Thérèse, décédée à Tébessa (département de Constantine), le 11 janvier 1898, demeurant et domicilié à Souk el Arba du Gharb, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bïkker », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Beni Malek, fraction des M'Ghiten, à 8 km. environ à l'ouest de Souk el Arba et à 1.500 mètres environ au sud-ouest de Sidi Bjaj.

Cette propriété, occupant une superficie de 19 hectares, est composée de deux parcelles, limitées :

Première parcelle. — Au nord, par le caïd Cherkaoui ben Taïeb, demeurant à Souk el Arba du Gharb ; à l'est, par une piste et au delà par la propriété dite « Les Tarat », titre 1729 R., à M. Tremouilles Henri, demeurant à Aïn Toto, par Mekhès ; au sud et à l'ouest, par la propriété dite « Bouzira », rég. 2281 R., dont l'immatriculation a été requise par M. Houlmann, requérant susnommé.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Abdelkader ben Hadj ben Assar, sur les lieux, douar Ouled Tala ; à l'est, par Bousselham Yasid, sur les lieux, douar des Ouled Mansour ; au sud, par un ravin et au delà par la propriété dite « Les Tarat », titre 1729 R. susvisée et par le caïd Cherkaoui ben Taïeb susnommé ; à l'ouest, par Djilali ould Adda, sur les lieux, douar Tarat Ouled Abdallah.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire, savoir : en vertu d'un acte sous seings privés, en date du 17 mars 1925, aux termes duquel Abdallah ben el Hadj Lahmar, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son neveu Lahmar ben Dani lui a vendu une partie de ladite propriété, le surplus lui appartenant pour l'avoir acquis de Fatma bent el Hadj Lahmar, représentée par Sellam ben Ahmed, son mandataire, suivant acte sous seings privés, en date du 18 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2546 R.

Suivant réquisition en date du 15 février 1926, déposée à la Conservation le 17 du même mois, Driss ben Hadj Tahar Lazreg, marié selon la loi musulmane, à dame Fatma bent Marcell, vers 1922, à Rabat, y demeurant, rue Derb el Anki, 11, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dehira », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Dehira », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Mimoun, fraction des Ouled Messaoud, sur la rive gauche du Bou Regreg et la rive droite de l'oued Akreuch, à 10 km. environ au sud-est de Rabat et à 3 km. environ des carrières de l'oued Akreuch.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Salah el Messaoudi Zaïri, demeurant sur les lieux, douar des Ouled Lila et par Si Tchami Ababou, chambellan de S. M. le Sultan, demeurant au palais impérial à Rabat ; à l'est, par Mohamed ben Salah susnommé ; Ahmed ben Mansouri el Messaoudi Zaïri, sur les lieux, douar Ouled Messaoud et par Bouazza ben Cherki Zaïri, sur les lieux, douar des Ouled Ibrahim ; au sud, par Saïd el Ouesti, également sur les lieux, douar des Ouled Messaoud précité ; à l'ouest, par l'oued Akreuch et au delà par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 28 chaabane 1343 (24 mars 1925), homologué, aux termes duquel Kaddour ben Ali et ses frères, Mohamed et Lahssen, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2547 R.

Suivant réquisition en date du 17 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Habchi ben el Mekki el Ktiri, marié selon la loi musulmane, à dame Echalha bent M'Hamed ben Ali, vers 1886, au douar et fraction des Ouled Rezg, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Mohamed ben el Ouardi el Ktiri, marié selon la loi musulmane, à dame Hasna bent Mohamed ben Bah'hou, vers 1896, au même lieu, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis à concurrence de 2/3 à lui-même et de 1/3 à Mohammed ben el Ouardi, d'une propriété dénommée « Aâbla », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Abla », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ktir, fraction des Ouled Rezg, à 2 km. environ à l'est de l'Aïn el Aouda et du Souk El Tleta, lieudit « Aïn Sferjla ».

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Bouazza el Hadj, El Houcine ben Rah'hou, sur les lieux, douar Aouameur ; à l'est, par Bouazza ben Rah'hou, Thami ben Taïbi et Ben Hamou ben Djilali, du même douar, et par Fatmi ben M'Hamed, sur les lieux, douar des Ouled Rezg ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé), par El Fatmi Bargache, demeurant à Rabat, et par Mohamed bel Orma, sur les lieux, douar Bou Tafeb ; à l'ouest, par El Fatmi Bargache et par Bouazza el Hadj susnommés.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 rejeb 1343 (29 janvier 1925), homologué, aux termes duquel Lahssen, ben Abdallah ben el Bergui leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2548 R.

Suivant réquisition en date du 17 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Lahssen ben el Mekki Rezgani el Ktiri, marié selon la loi musulmane, à dame El Kebira bent Bouazza el Ghenimi, vers 1886, aux douar et fraction des Ouled Rezg, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Houdh Aguida », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ktir, fraction des Ouled Rezg, à 40 km. environ au sud de Rabat et à 8 km. environ au nord de Camp Marchand, lieudit « Takherest ».

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Bel Hadj ben Taouali, sur les lieux, douar Fokra et par Bou Amor ould Heïdi, sur les lieux, douar Aouameur ; à l'est, par El Miloudi ben Abdesslem, Cherki ben Miloud et par El Arbi ben Djilali, demeurant au douar Brchoua, tribu des Ouled Mimoun, contrôle civil des Zaër ; au sud, par Cherki ben Bouazza, Mohamed ben Bouchaïb, sur les lieux, douar Aouameur, par Ahmed ben el Miloudi ; Bouazza ben Salem, Bel Hadj ben Mohamed ben el Kebir, tous trois demeurant sur les lieux, douar Ouled Ghnim ; à l'ouest, par Laroussi ben el Djilali, également sur les lieux, douar des Ouled Rezg.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} hija 1340 (26 juillet 1922), homologué, aux termes duquel Bouazza ben Brahim lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2549 R.

Suivant réquisition en date du 17 février 1926, déposée à la Conservation le 18 du même mois, Ahmed ben Ali ben Mohamed Aïssa Rezgani el Ktiri, marié selon la loi musulmane, à dame Zahra bent Bouazza ben Ali, vers 1896, au douar des Ouled Rezg, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Kaisria », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Kissaria », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ktir, sur la rive droite de l'oued Akreuch, à 16 km. environ au sud de Rabat et à proximité du marabout de Sidi Embarek et de l'Aïn Bergâch.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par El Habchi ben el Mekki ; El Ayachi ben Esseghaïr et par Mohamed ben Dahou, demeurant sur les lieux, douar Rezg ; à l'est, par Azzouz ben Djilali, Mohamed ben Thami, le cheikh El Fatmi ben M'Hamed et par El Ayachi ben Esseghaïr susnommé, tous demeurant au douar précité ; au sud, par Mohamed ben Achir et par Bouazza ould Toto Hammou, sur les lieux, douar Chtalba ; à l'ouest, par l'oued Akreuch.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 25 rejeb 1332 (19 juin 1914).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2550 R.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Ahmed ben Larbi el Aliani el Hassani Zaari, marié selon la loi musulmane, à dame Kebira bent ben Djelil, vers 1900, au douar Hassasna, fraction des Alaouana, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tirs Hajarat Mouka », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Alaouana, à 8 km. environ à l'est de Camp Marchand, entre Aïn Djorf et Aïn Sbit, à 1 km. à l'est de cette première source.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Larbi ben Bouazza ; au sud, par Ahmed ben Lhassen el Alioui, Mi'oudi ben Chafi et Kaddour ben Ahmed, tous demeurant sur les lieux, douar Hassasna ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5 rejeb 1339 (15 mars 1921) homologué, aux termes duquel Taieb ben el Aïssaoui el Alioui lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2551 R.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Cheikh ben M'Barek ben Larbi Zaari el Alioui el Boubkraoui, marié selon la loi musulmane, à dames Zahra bent M'Barak ben el Yachi, vers 1906, et à Toto bent Batache, vers 1908, au douar des Ouled Boubeker, fraction des Nebaïchat, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mers Sidi Abdallah », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, fraction des Nebaïchat, tribu des Ouled Ali, au nord-est de Camp Marchand et à 500 mètres environ à l'ouest du marabout de Sidi Abdallah.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Hamou ben Hamani, Abdelaziz ben el Ayachi, cheikh Raho ben el Hailaa, demeurant au douar Hassasna ; à l'est, par Bouazza ben Ali, demeurant au douar précité, et par Lahssen ould ben Damou et M'Hamed ben Kestali, demeurant au douar des

Ouled Boubeker ; au sud, par le caïd Bou Aneur, au douar Hasasna ; à l'ouest, par Hamou ben Hamani susnommé.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 28 rebia I 1339 (10 décembre 1920), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat
ROLLAND.

Réquisition n° 2552 R.

Suivant réquisition en date du 17 février 1926, déposée à la Conservation le 18 du même mois, Mohamed ben el Ghazi, marié selon la loi musulmane à dame Khadidja bent el Hassan, vers 1916, au douar et fraction des Mrachich, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de son frère Miloudi ben el Ghazi, marié selon la loi musulmane à dame Toto bent el Kihal, vers 1923, au même lieu, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Gaadet de Gouaouda », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Mrachich, à 2 km. à l'est du marabout de Sidi Abdallah et entre ce marabout et celui de Moulay Bled.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Sliman Doukkali, sur les lieux, douar des Ouled Seghaïr ; à l'est, par Kaddour ben Abdallah ez Zaari, sur les lieux, douar Mrachich ; au sud, par Ben Achir ben Ali ; à l'ouest, par El Miloudi ben Cheikh Mohammed ben Azouz, tous deux demeurant sur les lieux, douar des Ouled Seghaïr précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 moharrem 1340 (7 septembre 1921), homologué, aux termes duquel Ben Djilani ben Larbi Zaari et son cousin El Khatir ben el Habchi leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Dher Ben Ghazaoui », réquisition 2076, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 17 février 1925, n° 643.

Suivant réquisition, rectificative, en date du 22 février 1926, Mohamed ben Daho, dit « Haï » demeurant douar Bzaïz, fraction des Ouled Khalifa, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaërs, marié au même lieu, selon la loi musulmane à Miloudi bent el Kebir, vers 1901 et à Fzeira bent el Kerroum vers 1913, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Dher ben Ghazaoui », réquisition 2076 R., sise contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Ktir, fraction des Ouled Khalifa, soit désormais poursuivie tant en son nom qu'au nom de El Hadj ben Bennacer Ez Zaari et de Cheikh el Bahloul ben Bennacer, corequérants primitifs, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, en vertu d'un acte d'adouls en date du 6 chaabane 1344, aux termes duquel les susnommés lui ont reconnu le tiers de la propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Terrain de l'Oued Bouznika », réquisition 2131, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 31 mars 1925, n° 649

Suivant réquisition rectificative, en date du 15 février 1926, M. Benchetrit Mardoché, célibataire, demeurant à Rabat, mellah, impasse El Ferran, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Terrain de l'Oued Bouznika », réquisition 2131 R, sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabes, près de Bouznika et du cimetière de Sidi Embarek, soit désormais poursuivie en son nom et tant qu'elle s'applique exclusivement à une parcelle d'une contenance de cinq hectares environ, la procédure étant abandonnée pour le surplus, en qualité de seul propriétaire en vertu 1° d'un acte sous seings privés, en date à Rabat, du 26 novembre 1925, aux termes

duquel M. Etienne, corequérant primitif lui a cédé ses droits sur cette parcelle ; 2° d'une déclaration reçue à la Conservation le 15 février 1926, aux termes de laquelle les héritiers de Djilali ben Boughaba el Lamachi, corequérants primitifs avec M. Etienne, ont reconnu n'avoir aucun droit sur ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 8491 C.

Suivant réquisition en date du 17 septembre 1925, déposée à la Conservation le 1^{er} février 1926, Mohamed ben el Hadj Mohammed el Medhous, dit Lecheheb el Harizi Erriahi el Beriri, marié selon la loi musulmane, vers 1902, à Zahra bent Si el Maati, vers 1908, à Mimouna bent Amor et vers 1910 à Fatma bent Djilali Ritouni, demeurant et domicilié au douar El Berirat, fraction des Riah, tribu des Ouled Harriz, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Si Mohamed Lachcheb », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction Helalfa, douar Ouled Sliman, à 600 mètres à l'ouest du marabout de Sidi M'Barek.

Cette propriété, occupant une superficie de 180 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Souk Sebt et au delà par Si Hadj Omar Tazi, ministre des domaines à Rabat ; à l'est, par les Ouled Ahmed Labid, représentés par Sabraoui ben Ahmed Labid, au douar Ouled Saleh, fraction du même nom, tribu des Ouled Harriz ; au sud, par les propriétés dites « Paris-Maroc n° 8 » et « Paris-Maroc n° 13 », réq. 1408 C. et 1409 C., appartenant à Larabi ould Abdehakim, au douar Ouled el Houfir, tribu des Ouled Harriz, et par Si Hadj Omar Tazi précité ; à l'ouest, par les Ouled Hadj Thami, au douar Ouled Ali ben Brahim, fraction des Helalfa précitée.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 14 juillet 1923, aux termes duquel M. Jean Duchateau, agissant au nom de M. Droulers Henri, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8492 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Conjeaud Henri-Georges, marié à dame Peemans Suzanne, le 4 juillet 1925, à Aubusson, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Jabouille, notaire à Aubusson, le 1^{er} juillet 1925, demeurant aux Ouled Salah, par Ber Rechid, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1^o Ghenima bent el Hadj Lahsen, veuve de Si Zeroual ben Zeroual Ezziani, décédé vers 1908 ; 2^o Fatma bent Zeroual, mariée selon la loi musulmane en 1905, à El Hadj Bouchaïb Doukkali ; 3^o Bakhta bent Zeroual, célibataire majeure, ces trois dernières demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, et tous domiciliés aux Ouled Salah, par Ber Rechid, chez M. Conjeaud, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Rokba Elabchala », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Georges Conjeaud I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, douar Ouled Hamri, près du marabout de Si Mohamed ben Amor.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohamed Bouchaïb ould Rkibat, au douar Ouled Ali, tribu des Ouled Ziane ; à l'est, par Si el Hadj Mohamed ben Tmar, à la kasbah Mechich, tribu des Ouled Ziane ; au sud et à l'ouest, par Si el Hadj el Mekki ben Selhoum, au douar Ouled Hamri précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1^o les trois dernières pour avoir recueilli leurs droits dans la succession de Zeroual ben Zeroual

Ezziani, ainsi que le constate un acte de filiation du 16 jourmada II 1343 (12 janvier 1925) ; 2° le requérant en vertu de quatre actes sous seings privés en date, à Casablanca, des 5 et 20 janvier 1925, aux termes desquels Mohamed ben Abdallah et consorts lui ont vendu leurs droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8493 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Conjeaud Henri-Georges, marié à dame Peemans Suzanne, le 4 juillet 1925, à Aubusson, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Jabouille, notaire à Aubusson, le 1^{er} juillet 1925, demeurant aux Ouled Salah, par Ber Rechid, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1° Ghenima bent el Hadj Lahsen, veuve de Si Zeroual ben Zeroual Ezziani, décédé vers 1908 ; 2° Fatma bent Zeroual, mariée selon la loi musulmane en 1905, à El Hadj Bouchaïb Doukkali ; 3° Bakhta bent Zeroual, célibataire majeure, ces trois dernières demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, et tous domiciliés aux Ouled Salah, par Ber Rechid, chez M. Conjeaud, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Bled el Haïf », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Georges Conjeaud II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, douar Ouled Hamri, près du marabout de Si Mohamed ben Amor.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Bou Tellis, au douar Ouled Hamri précité ; à l'est, par Si el Mokadem Saïd, au douar Ouled Sghir, tribu des Ouled Ziane ; au sud, par El Hadj Mohamed ben Tmar, à la kasbah Mechich ; El Hadj Mohamed ben Ziden et El Hadj Mohamed Khouïl, au douar Ouled Sghir précité ; à l'ouest, par la collectivité des Ouled Hamri, représentée par le mokkadem du douar des Ouled Hamri précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° les trois dernières pour avoir recueilli leurs droits dans la succession de Zeroual ben Zeroual Ezziani, ainsi que le constate un acte de filiation du 16 jourmada II 1343 (12 janvier 1925) ; 2° le requérant en vertu de quatre actes sous seings privés en date, à Casablanca, des 5 et 20 janvier 1925, aux termes desquels Mohamed ben Abdallah et consorts lui ont vendu leurs droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8494 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Conjeaud Henri-Georges, marié à dame Peemans Suzanne, le 4 juillet 1925, à Aubusson, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Jabouille, notaire à Aubusson, le 1^{er} juillet 1925, demeurant aux Ouled Salah, par Ber Rechid, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1° Ghenima bent el Hadj Lahsen, veuve de Si Zeroual ben Zeroual Ezziani, décédé vers 1908 ; 2° Fatma bent Zeroual, mariée selon la loi musulmane en 1905, à El Hadj Bouchaïb Doukkali ; 3° Bakhta bent Zeroual, célibataire majeure, ces trois dernières demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, et tous domiciliés aux Ouled Salah, par Ber Rechid, chez M. Conjeaud, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Bled Tirs », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Georges Conjeaud III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, douar Ouled Hamri, près du marabout de Si Mohamed ben Amor.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ould Zara, au douar Ouled Pacha, tribu des Ouled Ziane, et les Ouled Hadj el Mekki, représentés par Si Ali ben Hadj el Mekki, au douar El Hamri précité ; à l'est, par Mohamed ould Zara et Si Ahmed ben Selhoum, au douar Ouled Pacha précité ; au sud, par les Ouled Si Taïbi ; les Ouled Si Bouchaïb ben el Arrati et Sidi Moussa ben Amri, au douar Ouled ben Amor, tribu des Ouled Ziane ; Mohamed ould Zara susvisé et les

Ouled Hadj el Mekki précités ; à l'ouest, par les Ouled Si Mifoudi, au douar Ouled Hamri précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° les trois dernières pour avoir recueilli leurs droits dans la succession de Zeroual ben Zeroual Ezziani, ainsi que le constate un acte de filiation du 16 jourmada II 1343 (12 janvier 1925) ; 2° le requérant en vertu de quatre actes sous seings privés en date, à Casablanca, des 5 et 20 janvier 1925, aux termes desquels Mohamed ben Abdallah et consorts lui ont vendu leurs droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8495 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 2 février 1926, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Tahra bent el Mekki, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Si Abbès ben Djillali Echerif el Gartoumi el Boubekri, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatena bent Ali, demeurant au douar Ouled Boubekeur, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Armel el Kebir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko et Si Abbès I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Merah, douar Ouled Boubekeur, à 28 km. de Ben Ahmed, près du marabout de Sidi bel Kassem.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Si Mohamed ben Cherif Gartoumi, sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par Si Abbou ben Driss Gartoumi, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Abbès ben Djillali, pour avoir recueilli la totalité de ladite propriété dans la succession de Sidi el Djillali ben el Hadj el Jerthomi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia de fin jourmada II 1325 (9 août 1907) ; 2° Si Ahmed ben Embarek Baschko, pour avoir acquis la moitié indivise de cette propriété de Abbès susvisé, aux termes d'un acte d'adoul du milieu de jourmada II 1331 (23 mai 1913).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8496 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 2 février 1926, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Tahra bent el Mekki, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Si Abbès ben Djillali Echerif el Gartoumi el Boubekri, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatena bent Ali, demeurant au douar Ouled Boubekeur, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Feddane Ettoub », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko et Si Abbès II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Merah, douar Ouled Boubekeur, à 28 km. de Ben Ahmed, près du marabout de Sidi bel Kassem.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Sied Cheikh ben Kadour et Si Belkacem ben Hadj ; au sud et à l'ouest, par Si Mohammed ben M'Hamed, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Abbès ben Djillali, pour avoir

recueilli la totalité de ladite propriété dans la succession de Sidi el Djillali ben el Hadj el Jerthomi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia de fin jourmada II 1325 (9 août 1907) ; 2° Si Ahmed ben Embarek Baschko, pour avoir acquis la moitié indivise de cette propriété de Abbès susvisé, aux termes d'un acte d'adoul du milieu de jourmada II 1331 (23 mai 1913).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8497 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 2 février 1926, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Tahra bent el Mekki, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Si Abbès ben Djillali Echerif el Gartoumi el Boubekri, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatena bent Ali, demeurant au douar Ouled Boubekour, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Harcha Bourcouiah », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko et Si Abbès III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Merah, douar Ouled Boubekour, à 28 km. de Ben Ahmed, près du marabout de Sidi bel Kassem.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par Si Hadjadj ben Mohamed el Gartoumi Menaï el Boubekri, sur les lieux ; au sud, par Sied Mohamed ben Kacem Gartoumi Menaï el Boubekri, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Abbès ben Djilali, pour avoir recueilli la totalité de ladite propriété dans la succession de Sidi el Djillali ben el Hadj el Jerthomi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia de fin jourmada II 1325 (9 août 1907) ; 2° Si Ahmed ben Embarek Baschko, pour avoir acquis la moitié indivise de cette propriété de Abbès susvisé, aux termes d'un acte d'adoul du milieu de jourmada II 1331 (23 mai 1913).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8498 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 2 février 1926, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Tahra bent el Mekki, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Si Abbès ben Djillali Echerif el Gartoumi el Boubekri, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatena bent Ali, demeurant au douar Ouled Boubekour, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée : « Amhamed », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko et Si Abbès IV », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Merah, douar Ouled Boubekour, à 28 km. de Ben Ahmed, près du marabout de Sidi bel Kassem.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par Si Larbi ben Mohamed Gartoumi Menaï, sur les lieux ; au sud, par Si Larbi ben Abdeslam, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Abbès ben Djilali, pour avoir recueilli la totalité de ladite propriété dans la succession de Sidi el Djillali ben el Hadj el Jerthomi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia de fin jourmada II 1325 (9 août 1907) ; 2° Si Ahmed ben Embarek Baschko, pour avoir acquis la moitié indivise de cette propriété de Abbès susvisé, aux termes d'un acte d'adoul du milieu de jourmada II 1331 (23 mai 1913).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8499 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 2 février 1926, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Tahra bent el Mekki, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Si Abbès ben Djillali Echerif el Gartoumi el Boubekri, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatena bent Ali, demeurant au douar Ouled Boubekour, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Ech Chleuh, n° 6, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Rekhba Enjed », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko et Si Abbès V », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Ouled Merah, douar Ouled Boubekour, à 28 km. de Ben Ahmed, près du marabout de Sidi bel Kassem.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par Si Amor ben Hamou Gartoumi Menaï, sur les lieux ; au sud, par Sied Mohamed ben Ahmed, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° Abbès ben Djilali, pour avoir recueilli la totalité de ladite propriété dans la succession de Sidi el Djillali ben el Hadj el Jerthomi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia de fin jourmada II 1325 (9 août 1907) ; 2° Si Ahmed ben Embarek Baschko, pour avoir acquis la moitié indivise de cette propriété de Abbès susvisé, aux termes d'un acte d'adoul du milieu de jourmada II 1331 (23 mai 1913).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8500 C.

Suivant réquisition en date du 30 novembre 1925, déposée à la Conservation le 2 février 1926 : 1° M. Giboudot Marcel, marié à dame Courgeon Thérèse-Marie, le 15 novembre 1920, à Beaufort (Jura), sous le régime de la séparation de biens suivant contrat reçu par M^e Pernot, notaire à Beaufort (Jura), le 11 novembre 1920 ; 2° El Maati ben Mohamed ben Fadla Sbeiti et Freidji el M'Hamed el Omri, marié selon la loi musulmane, vers 1878, demeurant au douar des Ouled M'Hamed, fraction des Ouled Fredj, tribu des Ouled Amor et tous deux domiciliés à Mazagan, avenue de Marrakech, n° 101, chez M. Giboudot, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de 1/3 pour le premier et 2/3 pour le second, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled Tafelatel », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala-sud, tribu des Ouled Amor, fraction des Ouled Sbeita, douar El Maati, sur la route de Sidi Moussa ben Ali, entre les marabouts de Sied el Mir et Sidi Ghalem.

Cette propriété, occupant une superficie de 32 hectares, comprenant 3 parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par la route de Sidi Moussa ben Ali ; à l'est, par El Hachemi ben Ahmed, Ahmed ben Legouiti, Mohamed ben Djilali et Ahmed ben Aomar, au douar des Ouled Boucheta, fraction Ouled Sbeita ; par Ahmèda ben el Habib, au douar El Aisset, fraction des Ouled Sbeita ; par El Arbi ben Djilali ben Serghaoui et son frère Galem, au douar Zaouïat Nacer, fraction des Ouled Sbeita, et Si Ahmed ben Ahmida, au douar Dhachera, fraction des Ouled Sbeita ; au sud, par Ali et Ahmed ben Mohamed ben el Larbi, au douar El Aisset précité ; à l'ouest, par Ahmed ben Aomar précité.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Abdelkader ben Mohamed ben Embarek, au douar des Ouled M'Hamed, fraction des Ouled Sbeita, et Mohamed ben Messod, au douar El Attatra, fraction des Ouled Sbeita ; à l'est, par un cimetière et un terrain makhzen (contrôle des domaines à Mazagan) ; au sud, par la route de Sidi Moussa ben Ali ; à l'ouest, par Abbès ben Mohamed ben Messoud, au douar Hachelfa, fraction des Ouled Sbeita.

Troisième parcelle. — Au nord, par la route de Sidi Moussa ben Ali ; à l'est, par Bouchaïb ben Embarka et Si Mohamed ben Sreidi, au douar Ouled Boucheta et par Mohamed ben Djillali et Ahmed ben Bouchaïb, au douar Khaita, fraction des Ouled Sbeita ; au sud, par Ahmèda ben el Habib et Ahmed ben Leghouti précités ; à l'ouest,

par Mohamed ben Djilali, Ahmed ben Bouchaïb, Ahmed ben Legouiti, El Hachemi ben Ahmed et Si Ahmed ben Ahmeda précités.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° El Maati ben Mohamed, en vertu de quatorze actes d'adoul, aux termes desquels il a acquis ladite propriété de divers indigènes ; 2° M. Giboudot, en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Mazagan du 20 novembre 1925, aux termes duquel El Maati précité lui a vendu le 1/3 indivis de ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8501 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le 2 du même mois, Si Lahssen ben Tahar Ziari el Abbassi, marié selon la loi musulmane, vers 1895, à Meriem bent Si Mohamed, demeurant et domicilié au douar Ouled el Abbès, fraction Ouled Naji, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Lahssen ben Tahar », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Ouled el Abbès, fraction des Ouled Naji, douar Ouled Abbès, près du marabout de Sidi Barka, près de la ferme Conjeaud.

Cette propriété, occupant une superficie de 130 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Thami ben Soudoudi el Abbasi, au douar El Khasasma, fraction des Ouled Haji précitée ; à l'est, par M. Conjeaud, sur les lieux ; au sud, par Sif Dine et le caïd Thami, au douar Mharja, fraction des Ouled Naji ; à l'ouest, par El Hadj Bouchaïb ben el Hasnaoui, au douar Ouled ben Aliane, fraction des Ouled Moussa, tribu des Ouled Ziane.

Deuxième parcelle. — Au nord, par le caïd Hamouda, caïd des Ziaïda et Si Maati ben Abdeslam, au douar Ouled ben Aliane précité ; à l'est, par M. Conjeaud précité ; au sud, par M'Hamed ben Bahloul ; Si Ali ben el Hadj ; Sid el Bahloul ben el Hadj et Sid el Hachemi ben el Hadj, demeurant tous sur les lieux ; à l'ouest, par M. Conjeaud précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukïa en date du 23 joumada II 1344 (8 janvier 1926) constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8502 C.

Suivant réquisition en date du 2 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Tahar ben el Mouak, marié selon la loi musulmane, en 1915, à Rbia bent Ahmed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Ali ben Lhassen, marié selon la loi musulmane, en 1918, à Zaara bent Mohamed. Tous deux demeurant et domiciliés au douar El Kbab, fraction des Ghenimiyne, tribu des Feddalate, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de 1/2 pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Daya », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Daya Trois Marabouts », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Feddalate (Ziaïda), fraction des Ghenimiyne, douar El Kbab, lieu dit « Trois-Marabouts ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par M. Etienne, Hôtel Majestic, et Moul Erragouga, sur les lieux ; à l'est, par Ahmed ben Saïd, sur les lieux ; au sud, par Rinia bent El Miloudi, sur les lieux ; à l'ouest, par M. Etienne susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukïa, en date du 27 kaada 1343 (19 juin 1925) constatant leurs droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8503 G.

Suivant réquisition en date du 2 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Amouroux Paul-Albert-François, marié sans contrat à dame Dedieu Marie, le 13 septembre 1919, à Rochambeau (Oran), demeurant et domicilié à Casablanca, avenue Mers-Sultan, n° 106, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Succession Samuel Etedgui n° 22 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sylva », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, boulevard Victor-Hugo, n° 30 et 32.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Tricheux, à Casablanca, rue de l'Argonne ; à l'est, par M. Charles, à Casablanca, boulevard Victor-Hugo, n° 28, villa « La Soleillette » ; au sud, par le boulevard Victor-Hugo ; à l'ouest, par M. Fayard, à Casablanca, rue des Ouled Harriz, Eden-Cinéma.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 22 novembre 1925, aux termes duquel M. Benoit Adrien, représenté par M. Lecomte, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8504 C.

Suivant réquisition en date du 2 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Si Mohammed ben Mohammed ben Hadj Mohammed Lakhiri, marié selon la loi musulmane, en 1923, à Zoubida bent Mustafa Ftiah, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Si Ahmed ben Hadj Mohammed ben Hamida el Héraoui, célibataire majeur, demeurant à Casablanca, rue Centrale, n° 28, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue de la Croix-Rouge, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Douma », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction et douar El Héraouine, au km. 7 et à gauche de la route de Casablanca à Camp Boulhaut, près de la ferme Bel-Air.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Mohamed Lakhiri, requérant ; à l'est, par M. Adiba Haïm, à Casablanca, route de Médiouna, n° 51, et par les Ouled el Hadjam, représentés par M'Hammed ould el Hadjam, sur les lieux ; au sud, par les Ouled el Hadj Mohamed ben Amida, représentés par Ahmed ben Hadj Mohamed ben Amida, requérant ; à l'ouest, par les Ouled Bouaza, représentés par Mohamed ould Bouaza, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 12 chaabane 1340 (10 avril 1922), aux termes duquel Ettahar ben el Hadj Ali Ezziari leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8505 C.

Suivant réquisition en date du 2 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Ahmed ben Mohamed ben Djilali, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Zohra bent Mohamed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Djilali ben Mohamed ben Djilali, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à Aguida bent Mohamed ; 2° Lahssen ben Mohamed ben Djilali, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Zaïna bent Azouz, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Sidi Mohamed ben Djilali, fraction des Ghenimiine, tribu des Fedalatte, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de moitié pour le premier et un quart pour chacun des deux autres, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Khiaï », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Fedalatte (Ziaïdas), fraction des Ghenimiine, douar Ouled Sidi Mohamed ben Djilali, sur la route de Camp Boulhaut, près des Trois-Marabouts.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Sid Djilali ben Mohamed, sur les lieux ; à l'est, par la piste de Tamelalet à Casablanca et au delà par M. Etienne, à Casablanca, Hôtel Majestic ; au sud, par les Ouled el Hadj Mohamed ben Lakbir, représentés par Djilali ben el Hadj, sur les lieux ; à l'ouest, par Moul Ragouba ben Azzouz, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Mohamed ben Djilali, ainsi que le constate un acte de filiation du 15 safar 1327 (8 mars 1909).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8506 C.

Suivant réquisition en date du 2 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Bernardin René, marié à dame Train Jeanne, le 8 juillet 1899, aux Essarts (Charente-Inférieure), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Baudrit, notaire aux Essarts, le 3 juillet 1899, demeurant et domicilié à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, n° 83, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot de colonisation n° 9 des Moualin el Oued », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Kacem », consistant en terrain de culture et constructions, située contrôle civil de Chaoufa-sud, tribu des Beni Brahim, au km. 16 de la route de Settât à Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 399 hectares, traversée par la voie normale de Casablanca à Kourigha, est limitée : au nord, par M. Guy, sur les lieux ; à l'est, par la collectivité des Ouled Moussa, représentée par Ahmed ben Abderrahman, au douar Ouled Moussa, tribu des Mzamza ; au sud, par la propriété dite « Ard Debdaba », réq. 6754 C., appartenant à El Hadj ben Kacem ben Khechane et consorts, au douar Ouled Maaroufi, tribu des Mzamza ; à l'ouest, par la route de Settât à Ben Ahmed.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lot de colonisation, constituant la propriété et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922, notamment les clauses de valorisation de la propriété, l'interdiction d'aliéner et d'hypothéquer sans l'autorisation des domaines, l'action résolutoire au profit de l'Etat chérifien, vendeur, et l'hypothèque au profit du même Etat chérifien, pour sûreté du paiement du prix, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente en date du 29 août 1923, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8507 C.

Suivant réquisition en date du 3 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Fatna bent Mohamed el Khedraoui, mariée selon la loi musulmane, vers 1895, à Bouchaïb ben Nhaïb, demeurant à Azemmour, derb Si el Haddaoui, n° 15, et domiciliée à Casablanca, rue du Marabout, n° 10, chez M^e Marzac, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Bouchaïb Snita », consistant en terrain bâti, située à Azemmour, derb Si el Haddaoui, n° 15.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 mètres carrés, est limitée : au nord, par Bouchaïb el Bidouri ; à l'est, par Messaoud el Fardji ; au sud, par Si el Haddaoui, demeurant tous trois à Azemmour, derb el Haddaoui ; à l'ouest, par la requérante.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukha, en date du 10 rebia I 1344 (28 septembre 1925) constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8508 C.

Suivant réquisition en date du 3 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Fatna bent Mohamed el Khedraoui, mariée selon la loi musulmane, vers 1895, à Bouchaïb ben Nhaïb, demeurant à Azemmour, derb Si el Haddaoui, n° 15, et domiciliée à Casablanca,

rue du Marabout, n° 10, chez M^e Marzac, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Djenan el Mhidnat », consistant en jardins, sise contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Fredj, à 4 km. d'Azemmour, sur la route allant à Sidi Bouaziz, près du marabout de Moulem Bouchaïb.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord, par Si Mohamed ben Djilali ben el Ouerrak, à Azemmour, derb El Ourak ; à l'est, par la requérante ; au sud, par Mohamed el Ghaouzi, à Azemmour, derb El Ghaouzi ; à l'ouest, par la route d'Azemmour à Sidi Bouaziz et Marrakech.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukha, en date du 10 rebia I 1344 (28 septembre 1925), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8509 C.

Suivant réquisition en date du 4 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohammed ben Larbi, marié selon la loi musulmane, en 1899, à El Anber bent Salem, demeurant et domicilié au douar Lekrada Leqlilia, fraction des Ouled Douib, tribu des Ouled Bouaziz, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Kodiât Essied », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Ouled Douib, douar Lekrada Leqlilia, près du marabout de Sidi Larbi.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Abdallah ben Si Brahim ben Larbi, au douar Gouasma, fraction des Ouled Douib, tribu des Ouled Bouaziz ; à l'est, par le requérant ; au sud, par Si Tahar ben Si Mohammed ben Aïcha, au douar Gouasma précité ; à l'ouest, par Si Abdallah ben Si Brahim précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 27 ramadan 1325 (3 novembre 1907), aux termes duquel Bouchaïb ben Si Allal lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8510 C.

Suivant réquisition en date du 3 février 1926, déposée à la Conservation le 4 du même mois, Tahar ben Abderrahman Chahad, marié selon la loi musulmane en 1921, à Fdila bent Sid Thami Bousseta, demeurant à Marrakech, chez Si Abdeslam Elzreck, impasse ben Mahed, derb Bousseta, et domicilié à Casablanca, boulevard de la Gare, chez Si Seddik Essebaï, lui-même domicilié chez M. Martinet, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Si Tahar ben Abderrahman Chahad », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, quartier Mers-Sultan, lotissement Martinet, ville indigène nouvelle, derb Sidna, partie du lot n° 18.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 mètres carrés, est limitée : au nord, par la place du Marché aux légumes ; à l'est, par Si Mohamed ben Mohamed el Hrizzi, sur les lieux ; au sud, par une rue de cinq mètres ; à l'ouest, par Bouzian Ezziani et El Abbaz el Marakchi, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5 moharrem 1344 (26 juillet 1925), aux termes duquel M. Martinet lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8511 C.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1926, déposée à la Conservation le 4 février 1926, Mme Menni bent Saïd ben Hadj Tahar, célibataire majeure, demeurant et domiciliée à Mazagan, place Moulay Hassan, chez M. Papoz, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Senia des

Guerebs », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : « Bled Mina », consistant en terrain de culture avec constructions, située à Mazagan-banlieue, lieudit « Puits Mangin », lotissement Hadj Omar Tazi.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue de 10 mètres du lotissement à Si el Hadj Omar Tazi, ministre des domaines à Rabat ; à l'est, par Regragui ben Ahmed Zemouri à Azemmour, derb Zenata, maison n° 83, et par Radad ben Hadj Mohamed ben Radad, à Azemmour, derb El Arsa, près la zaouia des Derkaoua, rue Jdida ; au sud, par une rue de 10 mètres du lotissement précité ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres du même lotissement.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 3 reheb 1341 (19 février 1923), aux termes duquel Ahmed ben Abderrahman el Adji, agissant pour le compte de Si el Hadj Omar Tazi, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8512 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le 4 même mois, Mohamed ben Larbi, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Embarka bent el Fekih Hadj Bouchaïb, demeurant à Mazagan, derb 256, maison n° 11, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Bouchaïb ben Larbi, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Fatema bent Berzgaoui, demeurant à Mazagan, derb 256, maison n° 7 et tous deux domiciliés en leur demeure respective, a demandé l'immatriculation en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ouled el Fardja », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Fredj, fraction des Bziouatte, douar Ouled Brik, près du Bir el Kelb.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Souk el Had au bled Ouhla et au delà par le requérant ; à l'est, par Scib ben Faradj, au douar Ouled Brik précité et la piste de Souk el Had au Bled Ouhla précité ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Si Saïd ben Caïd M'Hamed el Ouahli, au douar Ouhla, tribu des Ouled Fredj, et par les héritiers Abdelkader ben Kacem el Briki, représentés par Djilali ben Abdelkader, au douar Ouled Brik précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu : 1° de deux actes d'adoul en date des 10 rebia I 1343 (9 octobre 1924) et 10 jourmada II 1343 (6 janvier 1925), aux termes desquels Mohamed Errami ben Bouchaïb et consorts (1^{er} acte) et Ali ben Taieb et ses sœurs Aïcha et Fatha (2^e acte) leur ont vendu les deux tiers d'une propriété de plus grande étendue, et 2° d'un acte de partage en date du 20 hija 1343 (12 juillet 1925) leur attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8513 C.

Suivant réquisition en date du 4 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mme Tamou bent Messaoud, mariée selon la loi musulmane, en 1898, à M'Hammed ben Bouchaïb el Mzabi, demeurant et domiciliée à Mazagan, à Rejila, derb 101, maison n° 28, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Mesbaha et Bahira el Dje-maa », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Khomçane », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Haouzia, fraction El Haouta, douar Khem-san, à 6 km. d'Azemmour, au bord de l'oued Oum Rebia, près du marabout de Sidi Aïssa.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par la route allant au Souk des Haouzia ; l'oued Oum er Rebia ; Abdallah ould el Abbaria, à Mazagan, lieudit « Saniat el Gueraba », et Abdallah ben Aïssa, à Azem-

mour, lieudit « Hafrat » ; à l'est, par le cimetière de Sidi Aïssa (Habous) ; M. Vincent Perez, à Mazagan, place du Marché ; El Hadj el Mokhtar ben el Ouadoudi, à Azemmour, rue El Dardabia, et le cheikh Erredad ben el Bekri, au douar Oulad Amira, tribu des Haouzia ; au sud, par El Hadj Mohammed ou Ajou, à Azemmour, rue de la Mosquée ; El Hadj Mohammed Echfani, à Azemmour, Darben Daho, la requérante, et par M. Alberto Carlo Morteo, à Mazagan ; à l'ouest, par M. Vincent Perez, précité, et la requérante ;

Deuxième parcelle : au nord et à l'ouest, par Mohammed ben el Haouari el Fersi, au douar des Oulad Sidi Farès, tribu El Haouzia ; à l'est, par Mohammed ould el Hadj Messaoud, au douar Oulad Amira, tribu des Haouzia et M. Vincent Perez précité ; au sud, par l'oued Oum Rebia et Hamou ould el Hadj Tahar, au douar Ouled Amira précité.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 15 kaada 1332 (5 octobre 1914), aux termes duquel Etlahar ben Mohammed ben Bouazza lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8514 C.

Suivant réquisition en date du 2 février 1926, déposée à la Conservation le 5 du même mois, Hazan Lazare, de nationalité française, marié sans contrat, à dame Blesch S.ly, le 18 décembre 1906, à Manchester, demeurant à Casablanca, 62, route de Médiouna, et domicilié à Casablanca, rue Nationale, n° 35, chez M^e Bonan, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mellah », consistant en terrain à bâtir, située à Ber Rechid, lotissement du Village européen, en face le jardin public.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.400 mètres carrés, est limitée de tous côtés par des rues publiques non dénommées.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 28 janvier 1926, aux termes duquel M^e Cazes Marius lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8515 C.

Suivant réquisition en date du 4 février 1926, déposée à la Conservation le 5 du même mois, Caïd Si Hamou ben Abbès el Hamadi el Hassini, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Zohrat bent Ali ben Saad, et vers 1921, à Aïcha bent Si Hassan ben Hamdouina, demeurant et domicilié à Mazagan, rue Balestrino, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bad Dichnat Ard Hamida », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Caïd bel Abbès III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Oulad Bou Aziz, douar Dichemat, au nord de Bir Sersif.

Cette propriété, occupant une superficie de 395 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers de Si Ali ben Hadj Mohamed en Nassab et Maati ben Si Kacem, Tibani ben Abdallah, Kamel ben Abdallah, Mohamed ben Allal, les héritiers Si Mohamed ben Bou Abdelli, Smaïn ben Mouina Drahemi, le chemin des Ouled Messoud à Sidi Abderrahman et les héritiers Hadj Abderrahman Drahemi ; à l'est, par les héritiers Hadj Abderrahman susvisés, Smaïn ben Mouina précité, Abdelkader ben Hadj Maachi et les héritiers Si Bou Aza Tayeb ben Boujdia Essaoui ; au sud, par les héritiers Ben Ali en Nassab, les héritiers Bel Asri ben Asner et Mohamed ben Ali ; à l'ouest, par les héritiers Hadj Abderrahman, Smaïn ben Mouina, Abdelkader ben Hadj Maachi et les héritiers Si Bou Aza précités, tous demeurant au douar Dichemat, tribu des Oulad Bou Aziz.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte moukia en date de fin jourmada II 1344 (14 janvier 1926) constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Hofrat Dial Chaoui », réquisition 6137', dont l'ex-
trait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du
5 février 1924, n° 583.

Suivant réquisition rectificative, en date du 12 janvier 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Hofrat Dial Chaoui », réquisition 6137 C., sise contrôle Civil de Chaouïa nord, tribu de Médiouna, lieu dit « Dar Ben Dehbi », à hauteur du km. 15 de la route de Casablanca à Mazagan, à 2 km. à l'ouest est désormais poursuivie au nom de Si Abdellah ben Mohammed ben Dehbi, marié selon la loi musulmane à Khadidja bent M'Hammed, vers 1915, demeurant à Dar Ben Dehbi, fraction des Zaalda, tribu de Médiouna, en vertu de la cession qui lui en a été consentie par Si Bou Amar ben Hadj Bouchaïb ben Miloudi el Médiouni el Djaladi et ses sœurs Amina et Abla. requérants primitifs, suivant acte sous seings privés, en date du 8 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Bled Mers Erroual », réquisition 6603', dont l'extrait
de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du
15 juillet 1924, n° 612.

Suivant réquisition rectificative, du 28 janvier 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Bled Mers Erroual », réquisition 6603 C., sise contrôle civil de Chaouïa nord, tribu des Zénatas, douar des Ouled Sidi Ali, est désormais poursuivie tant au nom des requérants primitifs, à l'exclusion de Si Moussa ben Ali ben Ahmed el Zenati el Medjoubi el Alaoui et de Djilani ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui, décédés, qu'au nom des héritiers de ces derniers copropriétaires indivis, savoir :

I. — 1° Setti bent el Hadj M'Hammed ; 2° Fatma bent Bouchaïb el Alaoui ; 3° Zohra bent Esseïd M'Hammed ben Azouz ; 4° Amina bent Siad el Hadjabia, toutes quatre veuves de Moussa ben Ali susnommé ; 5° Lahlou ben Moussa ben Ali, marié à Haddoun bent Si Ahmed ben Djilali, vers 1915 ; 6° Abdelkader ben Moussa ben Ali, célibataire ; 7° El Miloudi ben Moussa ben Ali, célibataire ; 8° Fatma bent Moussa ben Ali, célibataire ; 9° Ahmed ben Moussa ben Ali, célibataire ; 10° Ali ben Moussa ben Ali, célibataire ; 11° El Miloudia bent Moussa ben Ali, mariée à Djilali ben Djilali, vers 1918 ; 12° Aïcha bent Moussa ben Ali, célibataire ; 13° Zineb bent Moussa ben Ali, mariée à Mohamed ben Djilali, vers 1910 ; 14° Chama bent Moussa ben Ali, mariée à Hassan ben Lahmer, vers 1915 ; 15° Thami ben Lahlou ben Moussa ben Ali, célibataire ; 16° Mohamed ben Lahlou ben Moussa ben Ali, célibataire ; 17° Aïcha bent Moussa, veuve de Ali ben Ahmed, tous héritiers de Moussa ben Ali susnommé, décédé vers septembre 1925, ainsi qu'il résulte d'un acte de filiation du 4 rejeb 1344, déposé.

II. — 18° Mohamed ben Djillani ben Ali, marié à Zineb bent Moussa ben Ali, vers 1910 ; 19° Houria bent Djilani ben Ali, mariée à Ali ben Abdelkader vers 1919, en qualité d'héritiers de Djillani ben Ali, susnommé, en vertu d'un acte de filiation du 20 moharrem 1344, déposé et à l'exclusion de leurs cohéritiers Ali et Halima bent Djillani ben Ali, qui leur ont cédé leurs droits dans la succession susvisée, suivant acte sous seings privés du 20 août 1925, à Casablanca, également déposé.

Tous les requérants précités demeurant au douar des Ouled Sidi Ali, tribu des Zénatas,

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 1443 O.

Suivant réquisition en date du 9 février 1926, déposée à la Conservation le 12 février 1926, MM. 1° Escale Pamphile, propriétaire, marié avec dame Maurel Germaine, le 28 mai 1900, à Tlemcen (département d'Oran), sans contrat ; 2° Havarid Léon, agriculteur, marié avec dame Nogaro Eva-Yvonne, le 9 août 1904, à Tlemcen, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 6 août 1904, par M^e Ostermann, notaire à Tlemcen, tous deux demeurant à Tlemcen, domiciliés à Oujda, chez M. Roch, directeur de la Caisse de Crédit agricole mutuel du Maroc

oriental, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Tsaghersset », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Ancien Camp Français », consistant en terres de labour, située contrôle civil de Taourirt, à 2 km. à l'ouest de Taourirt, lieu dit « Ancien Camp Français ».

Cette propriété, occupant une superficie de quarante hectares environ, est limitée : au nord et à l'est, par les Habous ; au sud et à l'ouest, par les héritiers de Hadj Abdallah, propriétaires, demeurant à Taourirt.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble, aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Oujda, du 15 mai 1911, aux termes duquel Adda ould Goubirini leur a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1444 O.

Suivant réquisition en date du 13 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Abdelkader, dit également Kouider ben Yekhllef, employé aux Chemins de fer militaires du Maroc, célibataire, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Ouled Amrane, impasse Abdelghani, n° 2, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar ben Yekhllef », consistant en terrain avec constructions, située à Oujda, quartier des Ouled Amrane, impasse Abdelghani, rues Djemâa Zitouna et Ouled ben Ali.

Cette propriété, occupant une superficie de dix ares environ, est limitée : au nord, par l'impasse Abdelghani, dépendant du domaine public ; à l'est, par Si Ahmed et Si el Mostefa Ouled Abdelkader ben el Mekki, sur les lieux ; au sud, par la rue des Ouled ben Ali ; à l'ouest, par la rue Djemâa Zitouna.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Oujda, du 30 décembre 1917, aux termes duquel El Bachir Senhadji lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1445 O.

Suivant réquisition en date du 16 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Mohamed Bentadj, propriétaire, marié à Oujda, vers 1914, avec Khedidja bent Abdelkader, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses frères, ses copropriétaires : 1° Si Ahmed ben Mohamed Bentadj, propriétaire, marié en la même ville, vers 1911, avec Aïcha bent Fekih el Kebhani et, vers 1914, avec Mehrouka bent Sid Larbi, selon la loi coranique ; 2° Benabdallah ould Mohamed Bentadj, propriétaire, marié en la dite ville, vers 1925, avec Kheïra bent Mostefa, selon la loi coranique, tous demeurant et domiciliés à Oujda, quartier des Ouled el Gadi, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion d'un tiers pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « El Hamara », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Safa », consistant en terres de cultures, située contrôle civil d'Oujda, tribu des Ouled Ahmed ben Brahim, fraction des Beni Hassène, à 11 km. environ à l'ouest d'Oujda, à proximité de la route n° 17 d'Oujda à Marnia, lieu dit « El Hamara ».

Cette propriété, occupant une superficie de soixante hectares environ, est limitée : au nord, par 1° Djillali ould Saïd ; 2° Khedidja bent Ben Abdallah ; 3° Mokadem Lakhdar el Hassani, sur les lieux ; à l'est, par 1° M. Louis, chef cantonnier de la voie P.-L.M., demeurant à la gare de Zoudj el Berhal ; 2° M. Teboul David, à Oujda, rue d'Alger, n° 3 ; au sud, par 1° Cheikh ould Belghomari ; 2° Taïeb ould Belghomari, sur les lieux ; à l'ouest, par Djillali ould Saïd, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une moukha dressée par adoul le 3 rejeb 1343 (21 janvier 1925), n° 54, homologuée, établissant leurs droits sur cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
SALEL.

Réquisition n° 1446 O.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Sid M'Hamed ben Tahar, agriculteur, marié au douar Beni Moussa, fraction des Ouled Mansour, tribu des Triffa, avec : 1° Fatma bent Sayeh, vers 1914; 2° Fatma bent Cheikh, vers 1919, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1° Rahma bent Sid Ahmed ben Larbi, veuve non remariée de Sid Tahar ben M'Hamed, décédé au même lieu, vers 1911, avec lequel elle s'était mariée au dit lieu, vers 1893, selon la loi coranique; 2° Ahmed ben Tahar, cultivateur, marié avec Nedjima bent Homad, au même lieu, vers 1923, selon la loi coranique; 3° Cherifa bent Tahar, célibataire, mineure placée sous la tutelle de sa mère Rahma bent Si Ahmed susnommée, tous demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Saf Safa I », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Ouled Mansour, douar Beni Moussa, en bordure de la Moulouya et à 1 km. 500 au sud-est de l'embouchure de la Moulouya, à 800 mètres environ de la nier Méditerranée.

Cette propriété, occupant une superficie de quatorze hectares environ, est limitée : au nord, par 1° la Moulouya; 2° Hemida el Ghomri, oukil judiciaire à Oran, 34, rue Clovis-Dupuy; à l'est et au sud, par la propriété dite « Georges », réq. 1387 O., appartenant à M. Kraus Georges, propriétaire, demeurant à Aïn Témouchent (département d'Oran), représenté à Oujda par M. Azan Fabien, comptable; à l'ouest, par M. Girardin Charles, à Berkane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia dressée par adoul le 28 rejeb 1344 (11 février 1926), n° 267, homologuée, établissant leurs droits sur cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1447 O.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Sid M'Hamed ben Tahar, agriculteur, marié au douar Beni Moussa, fraction des Ouled Mansour, tribu des Triffa, avec : 1° Fatma bent Sayeh, vers 1914; 2° Fatma bent Cheikh, vers 1919, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1° Rahma bent Sid Ahmed ben Larbi, veuve non remariée de Sid Tahar ben M'Hamed, décédé au même lieu, vers 1911, avec lequel elle s'était mariée au dit lieu, vers 1893, selon la loi coranique; 2° Ahmed ben Tahar, cultivateur, marié avec Nedjima bent Homad, au même lieu, vers 1923, selon la loi coranique; 3° Chérifa bent Tahar, célibataire, mineure placée sous la tutelle de sa mère Rahma bent Si Ahmed susnommée, tous demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Saf Safa II », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Ouled Mansour, douar Beni Moussa, en bordure de la Moulouya et à 1 k. 500 au sud de l'embouchure de la Moulouya, à 300 mètres environ à l'ouest de la piste d'Aïn Chebbak à la Moulouya.

Cette propriété, occupant une superficie de huit hectares environ, est limitée : au nord, par la Moulouya; à l'est, par la propriété dite « Georges », réq. 1387 O., appartenant à M. Kraus Georges, propriétaire, demeurant à Aïn Témouchent (département d'Oran), représenté à Oujda, par M. Azan Fabien, comptable; au sud, par la propriété dite « Domaine d'El Kseuba I et II », réq. 869 O. et 870 O., appartenant à M. Girardin Charles, à Berkane; à l'ouest, par 1° la propriété dite « Domaine d'El Kseuba I et II », réq. 869 O. et 870 O., susdésigné; 2° MM. Besson Adolphe et Besson Antoine à Berkane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia dressée par adoul le 28 rejeb 1344 (11 février 1926), n° 266, homologuée, établissant leurs droits sur cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1448 O.

Suivant réquisition en date du 20 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj ben el Hadj Ahmed el Djedaine, cultivateur, marié au douar Djedaine, fraction des Ouled Ali ben Lahcène, tribu des Beni Mengouche du Nord, avec Rahma bent Mohamed, vers 1900, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Taouriret Aoual II », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du Nord, fraction des Ouled Ali ben Lahcène, douar Djedaine, à 7 km. environ à l'est de Berkane, à 500 mètres environ de l'oued Hassène et à proximité de la route de Berkane à Martimprey.

Cette propriété, occupant une superficie de six hectares environ, est limitée : au nord, par Mohamed ben Salah el Khelladi, sur les lieux; à l'est, par Tahar ben Abdelaziz, sur les lieux; au sud, par Lazaar ould el Hadj Ahmed, sur les lieux; à l'ouest, par Mohamed ben Boukantar, au douar Beni Abdallah, fraction des Ouled Bouziane, tribu des Beni Mengouche du Nord.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 ramadan 1337 (19 juin 1919), n° 317, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Larbi et Bouzaabali, agissant tant en son nom personnel que comme mandataire de ses deux sœurs Mahdjouba et Fatima, lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1449 O.

Suivant réquisition en date du 20 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj ben el Hadj Ahmed el Djedaine, cultivateur, marié au douar Djedaine, fraction des Ouled Ali ben Lahcène, tribu des Beni Mengouche du Nord, avec Rahma bent Mohamed, vers 1900, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Timennouset », consistant en terre complantée d'arbres fruitiers, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du Nord, fraction des Ouled Ali ben Lahcène, douar Djedaine, à 8 km. environ à l'est de Berkane, à proximité de l'oued Hassène, sur la piste allant de Hassi Menzel à la route de Berkane à Martimprey et à Koudiet el Houachi.

Cette propriété, occupant une superficie de deux hectares environ, est limitée : au nord, par 1° Ahmed ben Abdallah; 2° Lazaar Timzerli, sur les lieux; à l'est, par la piste allant de Hassi Menzel à la route de Berkane à Martimprey et au delà Boumediène Bouchlaghem, sur les lieux; au sud, par les Habous; à l'ouest, par la piste allant de Hassi Menzel à Koudiet el Houachi et au delà Berkane ould Smaane, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 29 safar 1342 (11 septembre 1923), n° 25, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Ali ben Abdesselam el Boutouari et consorts lui ont vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

V. — CONSERVATION DE MEKNES

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Tobie Danan », réquisition 84 k., dont l'extrait de réquisition a été publié au « Bulletin Officiel » du 4 mars 1924, n° 593.

Suivant réquisition rectificative, en date du 21 janvier 1925, Sid Omar Chergui ben Ba Mohamed, célibataire, demeurant à Fès, derb El Horra, n° 18, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Tobie Danan », réquisition 84 k., sise à Fès-mellah, rue du

Mellah, n°s 149 et 151, soit désormais poursuivie sous la nouvelle dénomination de « Merbouha », tant au nom de M. Israël Tobie, corequérant primitif, propriétaire de la moitié indivise de l'immeuble, qu'au nom de 1° Sid Aomar Chergui ben Ba Mohamed, surnommé ; 2° Sid Abdelkrim Chergui ben Ba Mohammed, marié selon la loi musulmane ; 3° Si M'Hamed Chergui ben Ba Mohamed, célibataire, tous demeurant à Fès, derb El Horra, en qualité de copro-

priétaires indivis à concurrence de 1/8 pour le premier, 1/4 pour le second et 1/8 pour le troisième, en vertu d'un acte d'adoul en date du 24 jourmada I 1343 (21 décembre 1924), homologué, aux termes duquel M. Elie S. Danan, corequérant primitif leur a vendu sa part dans ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 1707 R.

Propriété dite : « Déas II », sise contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Mimoun, douar des Ouled Ibrahim, sur l'oued Bou Regreg.

Requérant : M. Bargel, Jean-Marie, demeurant à Rabat, rue de Tarbes.

Les délais pour former opposition sont rouverts pendant un délai d'un mois, à compter de la présente insertion, sur réquisition de M. le Procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Rabat, en date du 13 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 2076 R.

Propriété dite : « Dher ben Ghazaoui », sise contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled K'tir, fraction des Ouled Khalifa, sur l'oued Mechra.

Requérants : 1° El Hadj ben Bennacer ez Zaari ; 2° Cheikh el Bahloul ben Bennacer ; 3° Mohamed ben Daho, dit « Haït », demeurant et domiciliés au douar El Bzaïz, fraction des Ouled Khalifa, tribu des Ouled K'tir.

Le bornage a eu lieu le 17 juillet 1925.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 29 décembre 1925, n° 688.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2131 R.

Propriété dite : « Terrain de l'Oued Bouznika », sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabes, près de Bouznika et du cimetière de Sidi Embarek.

Requérant : M. Benchetrit Mardoché, célibataire, demeurant à Rabat, Mellah, impasse El Farran.

Le bornage a eu lieu le 18 juillet 1925.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 17 novembre 1925, n° 682.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 1030 R.

Propriété dite : « Bel Mouira II », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, douar des Hialfa, lieudit « Mrijet ».

Requérant : Mohammed ben Allal dit « Bel Mouira », demeurant douar des Hialfa susvisé.

Le bornage a eu lieu le 20 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1949 R.

Propriété dite : « Hararia II », sise contrôle civil de Souk el Arba du Rarb, tribu des Beni Malek, fraction des Drainines, lieudit « Hararia ».

Requérant : M. Oulibou Guillaume, demeurant sur les lieux.

Le bornage a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2050 R.

Propriété dite : « Djilali bel Hadfa n° 5 », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Ouled M'Hamed, fraction des Maatga, lieudit « Merdja Tehili ».

Requérants : 1° Djilali ben Mohamed Doukali Bouzidi, dit « Bel Hadfa » ; 2° Ahmed ben Mohamed Doukali Bouzidi ; 3° Bouchta ben Mohamed Doukali Bouzidi ; 4° Amina bent Mohamed Doukali Bouzidi ; 5° Selamia bent Mohamed Doukali Bouzidi, demeurant tous au douar Bel Hadfa, fraction des Chebanat, tribu des Cherarda, contrôle civil de Petitjean et domiciliés chez M^e Martin-Dupont, avocat à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 31 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2060 R.

Propriété dite : « Ville Haute 108 Domanial », sise à Kénitra, angle de la rue des Ecoles et du boulevard Joffre.

Requérante : la Société immobilière « Ville Haute », société anonyme dont le siège social est à Kénitra, représentée par M. de Morsier Eugène, son directeur, demeurant et domicilié en ses bureaux, avenue de la Gare, à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 15 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2061 R.

Propriété dite : « Ville Haute 136 Domanial », sise à Kénitra, angle de la rue des Ecoles et de la rue Albert-1^{er}.

Requérante : la Société immobilière « Ville Haute », société anonyme dont le siège social est à Kénitra, représentée par M. de Morsier Eugène, son directeur, demeurant et domicilié en ses bureaux, avenue de la Gare, à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 15 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2063 R.

Propriété dite : « Sebarra II », sise contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Jouaneb, lieudit Aïn el Ahbach.

Requérant : El Habib ben Mohamed Sahi Meflai, demeurant au douar Oulad Cherki, fraction des Oulad Aziz, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé.

Le bornage a eu lieu le 9 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) NORA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 2149 R.

Propriété dite : « Villa Jean II », sise à Kénitra, angle de l'avenue de Champagne et de la rue des Ecoles
Requérant : M. Journet Emmanuel-Eugène, demeurant à Rabat, avenue de la Victoire, villa Marguerite.

Le bornage a eu lieu le 16 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2170 R.

Propriété dite : « A. Nouste », sise à Rabat, angle de l'avenue du Chellah et de la rue de Saint-Etienne.

Requérant : M. Lassègues Jean-Marie-Edouard, chef du Contentieux à la Régie des Chemins de fer du Maroc à voie de 0 m. 60, à Rabat, rue de la Saône, n° 10 bis.

Le bornage a eu lieu le 14 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2171 R.

Propriété dite : « Bled ben Allal I », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Ouled Hammou, douar El Khetatba, lieudit Abdelmadjid Bebram.

Requérants : 1° Allal ben Abdallah ben Allal ; 2° Mohammed ben Abdallah ben Allal ; 3° Miloudi ben Abdallah ben Allal ; 4° Ben Haya ben Hadj Mekki ; 5° Boussselham ben Hadj Mekki ; 6° Mohamed ben Allal, dit « Cherkaoui » ; 7° Rahma bent Hadj Mekki ; 8° Fatma bent Hadj Mekki ; 9° Fatma bent Abdelkader el Malki, dite « Djeloulia » ; 10° Hadj ben M'Hamed ben Malek ; 11° Mira bent M'Hamed ben Malek, tous demeurant douar El Khetatba susvisé.

Le bornage a eu lieu le 17 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2172 R.

Propriété dite : « Bled ben Allal II », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Ouled Hammou, douar El Khetatba, lieudit Abdelmadjid ou Bebram.

Requérants : 1° Allal ben Abdallah ben Allal ; 2° Mohammed ben Abdallah ben Allal ; 3° Miloudi ben Abdallah ben Allal ; 4° Ben Haya ben Hadj Mekki ; 5° Boussselham ben Hadj Mekki ; 6° Mohamed ben Allal, dit « Cherkaoui » ; 7° Rahma bent Hadj Mekki ; 8° Fatma bent Hadj Mekki ; 9° Fatma bent Abdelkader el Malki, dite « Djeloulia » ; 10° Hadj ben M'Hamed ben Malek ; 11° Mira bent M'Hamed ben Malek, tous demeurant douar El Khetatba susvisé.

Le bornage a eu lieu le 18 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2175 R.

Propriété dite : « Erremikia n° 2 », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Tebendat, lieudit Kerma Sefra de l'oued Segmet.

Requérants : 1° El Djilani ben Hadj Mohammed Erremiki ; 2° Hadj el Mellali ben Hadj Mohammed Erremiki, demeurant tous deux douar Ghechacha, tribu des Kh'ott, bureau des renseignements d'Arbaoua.

Le bornage a eu lieu le 2 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2211 R.

Propriété dite : « El Kantara II », sise contrôle civil de Souk el Arba du Rabat, tribu des Sefiane, lieudit « Biar Taourat ».

Requérant : M. Houlmann François, colon, demeurant à Souk el Arba du Rabat.

Le bornage a eu lieu le 24 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2251 R.

Propriété dite : « Remel Ouled M'Hammed », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Ouled M'Hammed, lieudit « Sidi Mohammed ben Tafeb, Sidi Allal, Lamkhair et Lalla Aïcha ».

Requérante : la collectivité des Ouled M'Hamed, représentée par Boussselham ben Mehjoub M'Hamedi et Aomar ben Yahia M'Hamedi, demeurant tribu des Menasra précitée.

Le bornage a eu lieu le 30 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2297 R.

Propriété dite : « Ferme Sainte Simone », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Beni Ahsène, fraction des Oulad Yahia Sfafa, lieudit « Touarfa », au km. 35 de la route n° 3 de Kénitra à Fès, au pont sur l'oued Tourhza, lot n° 12 du lotissement des Oulad Yahia Sfafa.

Requérant : M. Miralles Manuel, demeurant à Sidi Slimane.

Le bornage a eu lieu le 20 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA**NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES****Réquisition n° 6137 G.**

Propriété dite : « Hofrat Dial Chaoui », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieudit Dar ben Dahbi, à hauteur du km. 15 de la route de Casablanca à Mazagan, à 2 km. à l'ouest.

Requérant : Si Abdallah ben Mohamed ben Dehbi, demeurant à Dar ben Dehbi, fraction des Zaalda, tribu de Médiouna.

Le bornage a eu lieu le 12 janvier 1925.

Cet avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 21 juillet 1925, n° 665.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6603 G.

Propriété dite : « Bled Mers Erroual », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenatas, douar Ouled Sidi Ali.

Requérants : 1° Habla bent Sid Tehami ben Bouazza ; 2° Chama bent Ahmed ; 3° Ali ben Ahmed ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui ; 4° Bernoussi ben Ahmed ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui ; 5° Chama bent Ahmed ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui ; 6° Fatma bent Ahmed ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui ; 7° Zohra bent Ahmed ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui ; 8° Rekia bent Ahmed ben Ali ben Ahmed Zenati el Medjoubi el Alaoui ; 9° Lahlou ben Moussa ben Ali ;

10° Setti bent el Hadj M'Hammed ; 11° Fatma bent Bouchaïb el Alaouia ; 12° Zohra bent Esseïd M'Hammed ben Azouz ; 13° Amena bent Siad el Hedjibia ; 14° Abdelkader ben Moussa ben Ali ; 15° El Miloudi ben Moussa ben Ali ; 16° Fatma bent Moussa ben Ali ; 17° Ahmed ben Moussa ben Ali ; 18° Ali ben Moussa ben Ali ; 19° El Miloudia bent Moussa ben Ali ;

20° Aïcha bent Moussa ben Ali ; 21° Zineb bent Moussa ben Ali ; 22° Chama bent Moussa ben Ali ; 23° Thami ben Lah'ou ben Moussa ben Ali ; 24° Mohamed ben Lahlou ben Moussa ben Ali ; 25° Aïcha bent Moussa ; 26° Mohamed ben Djillani ben Ali ; 27° Houria bent Djillani ben Ali, tous demeurant au douar Oulad Si Ali, tribu des Zenata.

Le bornage a eu lieu le 8 avril 1925.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 11 août 1925, n° 668.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 5153 C.

Propriété dite : « La Gaudie ».
 Requérant : Conjeaud Henri.
 Le bornage a eu lieu le 25 avril 1923.
 Un bornage complémentaire a eu lieu le 8 mars 1924.
 Un second bornage complémentaire a eu lieu le 25 janvier 1926.
 Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* le 9 octobre 1923, n° 572, et l'avis de réouverture paru au *Bulletin Officiel* du 19 mai 1925, n° 656.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 5711 C.**

Propriété dite : « Fezou », sise à Casablanca, quartier Gauthier, rues du Chaylâ et de Franche-Comté.
 Requérant : M. Fezou Edmond, domicilié à Casablanca, rue de Franche-Comté, n° 36.
 Le bornage a eu lieu le 14 janvier 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 5659 C.

Propriété dite : « Bled Errahma, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziaïda, fraction des Gouassem, au nord de l'Aïn Tamelett, sur la piste de Fédlala au Touala.

Requérants : 1° le fqih Sidi Mohamed Souffi bel Caïd Ziadi el Beidhaou ; 2° Sidi Bendaoud ben Bouchaïb Ziadi el Gasmî, demeurant tous deux rue Djemaa ech Ch'leuh, n° 34, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 25 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 6673 C.

Propriété dite : « Bled Bendaoud », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ziaïda, fraction des Gouassem, à l'est de l'Aïn Tamelett.

Requérant : Sidi Bendaoud ben Bouchaïb ez Ziadi el Gasmî, demeurant 34, rue Djemaa Chleuh, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 24 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 6711 C.

Propriété dite : « Bir Chenguit », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Bouchéron, tribu des M'Dakra, douar des Ouled Feïda, au lieu dit « Bir Chenguit ».

Requérante : Mme Zohra bent el Hadj el Guezouani, mariée selon la loi musulmane à Sid Hamou bel Hadj el Maati, demeurant aux Ouled Faïda, tribu des M'Dakra.

Le bornage a eu lieu le 7 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 6902 C.

Propriété dite : « Dar ben Abou », sise à Casablanca, rue de Salé.
 Requérants : 1° Ahmed ben Embarek Bascho, à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 6 ; 2° El Arbi ben Hadj Taghi, à Casablanca, rue Essaouinia.

Le bornage a eu lieu le 19 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7007 C.

Propriété dite : « Royal Mail », sise à Casablanca, rue de la Douane, n° 7.

Requérante : la Société Macandrews et Cie Limited, société anonyme anglaise, représentée par M. Léonard Barber, à Casablanca, 163, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 16 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7136 C.

Propriété dite : « Ard el Kena », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ziaïda, fraction des Gouasseur, près de l'oued Tamelett.

Requérants : Mohamed ben Mellouk dit « Mohamed ben Mohamed ben Mellouk » et Sid Mustapha ben Mohamed ben Abdallah, dit « Meriah », tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 34.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7137 C.

Propriété dite : « Ard el Baraka », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziaïdas (Moualin el Outa), fraction des Ouled Youssef, douar Fédalette.

Requérants : 1° Sid Mohamed ben Mellouk, dit « Mohammed ben Mohammed ben Mellouk » ; 2° Sid Mustapha ben Mohamed ben Abdallah, dit « Meriah », tous deux domiciliés à Casablanca, rue Djemaa ech Ch'leuh, n° 34.

Le bornage a eu lieu le 6 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7138 C.

Propriété dite : « El Arsa ez Ziadia », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziaïda, fraction des Gouassem, au confluent de l'oued Tamelett et de l'oued Khellal.

Requérants : 1° Sid Mohamed ben Mellouk, dit « Mohamed ben Mohamed ben Mellouk » ; 2° Sid Mustapha ben Mohamed ben Abdallah, dit « Merieh » ; 3° Taouzer bent Sid Mohamed ben Abdallah, mariée au caïd Hamouda ben Abdallah Eloulouï ; 4° Haddaouia bent Djillali, veuve de Sid Mohamed ben Abdallah, dit « Merieh » ; tous domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 34.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7157 C.

Propriété dite : « Eddar Essourour », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ziaïda, fraction des Gouasseur, entre l'oued Khellal et l'oued Tamelett.

Requérants : 1° Sid Mohamed ben Mellouk, dit « Mohamed ben Mohamed ben Mellouk » ; 2° Sid Mustapha ben Mohamed ben Abdallah, dit « Merieh » ; 3° Taouzer bent Sid Mohamed ben Abdallah, mariée au caïd Hamouda ben Abdallah Eloulouï ; 4° Haddaouia bent Djillali, veuve de Sid Mohamed ben Abdallah, dit « Merieh » ; 5° Abdallah ben Ali ; 6° Tafébi ben Ali ; 7° Sid Mohamed ben Ali ; 8° Zineb bent Ali, mariée à Hadj Hamida Chtouki ; 9° M'Barka Draouia ; 10° Fatma ech Chelha ; 11° Sid Abdelkader ben Sid Mohamed ben Abdallah, tous domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 34, chez Sid Mohamed ben Mellouk.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7172 C.

Propriété dite : « Feddan el Kebir I », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Moualin el Hofra, fraction des Oulad Attou, lieu dit « Dar ould Saïdia », sur l'oued Bou Doumia, à 1 km. 500 environ au nord-ouest du marabout de Moulay el Fahl.

Requérant : Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, appelé aussi « Mohamed ben Essaïdy », demeurant rue Djemaa ben Mellouk, n° 8, à Casablanca, et y domicilié chez M^e Bonan, avocat, rue Nationale, n° 35.

Le bornage a eu lieu le 30 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
 BOUVIER.

Réquisition n° 7173 C.

Propriété dite : « Dar Soukna », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Moulain el Hofra, fraction des Oulad Attou, douar Slammat, lieudit « Dar Saïdia », sur l'oued Bou Doumia, piste de la casbah des Oulad Saïd au marabout de Si Moulay el Fahl, à 5 km. environ au sud de la casbah des Oulad Saïd.

Requérant : Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, appelé aussi « Mohamed ben Essaïdya », demeurant rue Djamaa ben Mellouk, n° 8, à Casablanca, et y domicilié chez M^e Bonan, avocat, rue Nationale, n° 35.

Le bornage a eu lieu le 27 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7195 C.

Propriété dite : « Koudiat Rezek », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction des Beni M'Hamed.

Requérant : Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, appelé aussi « Mohamed ben Essaïdya », demeurant rue Djamaa ben Mellouk, n° 8, à Casablanca, et y domicilié chez M^e Bonan, avocat, rue Nationale, n° 35.

Le bornage a eu lieu le 4 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7230 C.

Propriété dite : « Immeuble Ducatel II », sise à Casablanca, Mers-Sultan, rue du Chemin-des-Dames.

Requérant : M. Ducatel Charles-Zéphyr-Edouard, domicilié chez M. Marage, à Casablanca, boulevard Gouraud, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 24 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7232 C.

Propriété dite : « Grau », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, banlieue de Casablanca, lieudit « Beauséjour », au point métrique 4,410 de la route de Mazagan.

Requérant : M. Grau François, à Beauséjour, banlieue de Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 6 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7311 C.

Propriété dite : « Dar Oulad Caïd Tehami V », sise à Casablanca, rue de Safi, n° 29.

Requérants : 1° Ahmed ben Tehami ben el Aïdi ; 2° Mohamed ben Tehami ben el Aïdi ; 3° Mostapha ben Tehami ben el Aïdi ; 4° Zahra bent Tehami bent Tayebi Salamia, veuve du caïd Tehami ben el Aïdi, tous demeurant à Casablanca, rue Sidi Rezagui, n° 23, et domiciliés chez M. Nehlil, rue Berthelot, n° 9, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 16 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7462 C.

Propriété dite : « Ségur », sise à Casablanca, près de la route de Bouskoura, en bordure du derb Ghalef.

Requérant : M. Pauquet Antoine, domicilié à Casablanca, rue du Consulat de France.

Le bornage a eu lieu le 30 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7487 C.

Propriété dite : « El Kerma Mferda », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Oulad Ahmed, lieudit « Si Ahmed el Ghandour ».

Requérant : Mohamed ben Ahmed ben Gemmou el Médiouni el Hamdaoui, à Casablanca, rue Lalla Tadjia, n° 80.

Le bornage a eu lieu le 18 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7572 C.

Propriété dite : « Sidi Yaya II », sise à Mazagan, rue de la Plage.

Requérant : M. Chèvre Jean-Marie, demeurant à Casablanca, route de Sidi Moussa.

Le bornage a eu lieu le 22 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7669 C.

Propriété dite : « Jacma Oulad Soualem », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah, douar Ouled Faïda, près de l'oued Ayada.

Requérant : Hammou ben el Hadj, demeurant douar Oulad Faïda, fraction des Ouled Sebbah, tribu des M'Dakra.

Le bornage a eu lieu le 7 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7672 C.

Propriété dite : « Villa Juliette-Pierre », sise à Casablanca, Mers-Sultan, boulevard de la Marne.

Requérant : M. Saouli Pierre-Toussaint, domicilié à Casablanca, Dépôt des Convoyeurs.

Le bornage a eu lieu le 30 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7699 C.

Propriété dite : « Palmary », sise à Casablanca, Mers-Sultan, rue de Tahurè.

Requérante : Mme Villard Jeanne, épouse Palmary, domiciliée à Casablanca, chez M. Jamin Henri, rue de l'Horloge, 55.

Le bornage a eu lieu le 28 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA**Réquisition n° 979 C.**

Propriété dite : « Maison Galtier », sise village de Berkane, boulevard de la Moulouya et rue de Paris.

Requérant : M. Galtier Louis, demeurant et domicilié à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 28 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i,
SALEL.

Réquisition n° 1052 C.

Propriété dite : « Bled Rabah et Amar Ouled Hamadi », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghedjirt, à 8 km. environ à l'ouest de Martimprey-du-Kiss, de part et d'autre de la route de colonisation.

Requérants : Rabah et Amar Ouled Hamadi, demeurant et domiciliés douar Becharir, tribu des Taghedjirt.

Le bornage a eu lieu le 9 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1205 C.

Propriété dite : « Oueljet el Mehalla », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, à 20 km. environ au nord du village de Berkane, en bordure de l'oued Moulouya.

Requérant : El Mokaddem Lakhdar ben Abderrahmane, demeurant et domicilié douar Ouled Haddou, tribu des Triffa.

Le bornage a eu lieu le 21 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1219 O.

Propriété dite : « Lotissement Simon III », sise à Oujda, en bordure de la piste, dite « Trik el Mechta », d'Oujda à Ain Sfa et Taforal, en face du km. 2 de la route d'Oujda à Taza.

Requérant : M. Simon Hippolyte, demeurant à Oujda, rue Broquière.

Le bornage a eu lieu le 11 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1247 O.

Propriété dite : « Benalla », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche du Nord, en bordure de la Moulouya, de part et d'autre de la piste de d'Aghren à El Mahdia.

Requérant : El Fekir Abdallah ben Mohamed ben Abdallah, demeurant et domicilié douar Chiabna, tribu des Beni Ourimèche du Nord.

Le bornage a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1293 O.

Propriété dite : « Rogaat Mellouka », sise à Oujda, quartier Rogaat Mellouka, en bordure d'une impasse publique.

Requérant : Sid ben Ali ben Sid Amar Boukraa, demeurant à Oujda, derb El Mazouzi.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1305 O.

Propriété dite : « Bled Sidi Boudea », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, à proximité de la Moulouya, sur la piste de Mechra Killoul à Adjeroud.

Requérant : Mohamed ben M'Hamed dit « Kiloul », demeurant et domicilié douar El Knialil, tribu des Triffa

Le bornage a eu lieu le 21 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.

SALEL.

Réquisition n° 1309 O.

Propriété dite : « Elie », sise village de Berkane, rue du Capitaine Grasset.

Requérant : M. Rouch Max, demeurant et domicilié à Berkane, rue du Capitaine Grasset.

Le bornage a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.

SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 609 M.**

Propriété dite : « Harch Dreg », sise contrôle civil de Safi, région de Souk es Sebt, lieu dit « El Bidani »

Requérant : Tahar ben Abdelkader ben Yamna el Bidani Selmani, au douar El Bidane, fraction des Oulad Selmane, tribu des Abda et domicilié chez M^e Jacob, avocat à Safi.

Le bornage a eu lieu le 23 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 612 M.

Propriété dite : « Dar Abraj et El Menizla », sise tribu des Rehamna, lieu dit « Dar Abraj et El Menizla ».

Requérant : Dris ben el Hadj Mennou, à Settatt, 14, rue du Maréchal-Lyautey, et domicilié à Marrakech, derb Eddakak.

Le bornage a eu lieu le 9 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech.

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 630 M.

Propriété dite : « Dar Si Said Etat », sise à Marrakech-médina, derb El Toubib.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le chef du service des domaines à Rabat, domicilié à Marrakech, contrôle des domaines.

Le bornage a eu lieu le 4 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech.

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 632 M.

Propriété dite : « Groupe Khatazakan Etat n° 3 », sise contrôle civil des Abda, tribu des Behata, lieu dit « Ouled Chkor ».

Requérant : Le domaine privé de l'Etat chérifien, représenté par M. le chef du service des domaines à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 24 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 652 M.

Propriété dite : « Arsat Amliekh », sise tribu des Rehamna, douar Soukkane, lieu dit « Amden ».

Requérants : 1° Si Omar ben Ahmed Bou N'Har à Marrakech, quartier Sidi Abd el Aziz, derb Ouachah, n° 18 ; 2° Si Omar ben Mohammed el Ouriki à Marrakech, derb Dabachi, derb Djedid, n° 7.

Le bornage a eu lieu le 28 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 706 M.

Propriété dite : « Ergula ben Bou Beker », sise à Marrakech-Gueliz, avenue de Casablanca.

Requérant : Si Athmane ben Bou Beker Idrissi, demeurant à Marrakech, quartier El Mouacine, derb Azouz, n° 4 et domicilié chez MM. Beerli et Fehst à Marrakech.

Le bornage a eu lieu le 25 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.

GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 273 K.

Propriété dite : « Ferme des deux Côteaux », sise bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guerouane du Sud, près de la casbah Gueddara, lieu dit Tanout.

Requérant : M. Lartigues Louis, colon, demeurant à Meknès, ville nouvelle, et domicilié chez M^e Reveillaud, avocat à Fès, son mandataire.

Les délais pour former opposition sont rouverts d'office pour une durée de un mois, à compter de la présente insertion, en suite de l'exclusion de la propriété du périmètre de la délimitation domaniale du territoire guich des Bouakher, des environs de la ville de Meknès, par avenant, en date du 1^{er} octobre 1925, au procès-verbal de délimitation primitif (8^e feuille, parcelle n° 271 du plan annexé au dit avenant).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.
CUSY.

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 278 K.

Propriété dite : « Ziddan », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Dkissat, près du cimetière de Sidi Bouchekalat, sur la rive gauche de l'oued Sejra.

Requérants : 1° Mohamed ben Abdesslam Slimani, demeurant à Meknès, Dar el Kebira (près de la rue Sidi Neffar) ; 2° Lella Maleka bent Moulay Zidan, mariée à Moulay Abderrahman ben Ali ben

Zidane, demeurant à Meknès, Dar Settina ; 3° Moulay Abderrahman ben Ali ben Zidane, surnommé ; 4° Moulay Belghit ben Abdesselam Slimani, demeurant à Meknès, Dar el Kebira ; 5° Lella Khdiya bent Abdesselam Slimani, célibataire, demeurant à Meknès, Dar El Kebira ; 6° Lella Kenza bent Abdesselam Slimani, célibataire, demeurant à Meknès, Dar El Kebira, tous domiciliés chez M^e Réveillaud, avocat à Fès, leur mandataire.

Les délais pour former opposition sont rouverts d'office pour une durée de un mois, à compter de la présente insertion, en suite de l'exclusion de la propriété du périmètre de la délimitation domaniale du territoire guich des Bouakher, des environs de la ville de Meknès, par avenants au procès-verbal primitif de cette délimitation en date des 8 juillet 1925 (parcelle n° 6 du plan annexé) et 1^{er} octobre 1925 (7^e feuille, parcelle n° 16, du plan annexé).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 84 K.

Propriété dite : « Mekbouha », sise à Fès-Mellah, rue du Mellah, n° 22.

Requérants : MM. 1° Israël Tobic, demeurant à Fès, rue du Mellah, n° 22 ; 2° Aomar Chergui ben Ba Mohamed ; 3° Abdelkrim Chergui ben Ba Mohamed ; 4° M'Hamed Chergui ben Ba Mohamed, ces trois derniers demeurant à Fès, derb El Horra, n° 18.

Le bornage a eu lieu le 24 juillet 1924.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 21 octobre 1924, n° 626.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 164 K.

Propriété dite : « Dkaken », sise à Fès-Mellah, rue Nouails.

Requérant : M. Bensimhon Judah, demeurant à Fès-Mellah, Grande-Rue, n° 137.

Le bornage a eu lieu le 8 novembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 284 K.

Propriété dite : « Chamouche I », sise contrôle civil de Meknès-banlieue et bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guerouane du Nord et des Guerouane du Sud, à 2 km. à l'ouest de Toulal.

Requérants : 1° Laziza bent ben Aïssa Chamouche, mariée selon la loi musulmane, à Si Mohamed Doukkali ; 2° Khadija bent ben Aïssa Chamouche, veuve de Si Larbi ben Hadj Mohamed ; 3° Zohra bent Hadj Ahmed ben Aïssa Chamouche, célibataire ; 4° Amina bent Si Mohamed ben Benaïssa Chamouche, célibataire ; 5° Ben Aïssa ben Si Mohamed ben Benaïssa Chamouche, célibataire, agissant tant en son nom qu'en celui de sa pupille Amina ; 6° Kenza bent Si Mohamed ben Benaïssa Chamouche, célibataire ; 7° Fathma bent Si Mohamed ben Benaïssa Chamouche, mariée selon la loi musulmane à Sidi Kaddour ben Si Abderrahman Chamouche ; 8° Sidi Kaddour ould Sid Abderrahman ben Lahsen Chamouche ; 9° Si Lahsen ould Sid Abderrahman ben Lahsen Chamouche ; 10° Sidi M'Hamed ould Sid Abderrahman ben Lahsen Chamouche ; 11° Sidi Ahmed ould Sid Abderrahman ben Lahsen Chamouche ; 12° Hadj Mohamed ben Ali ; 13° Lella Hachehoum Tahra, mariée selon la loi musulmane au précité Hadj Mohamed ben Ali, tous les susnommés demeurant à Meknès, derb Guennaj, n° 15 et 17, et domiciliés chez leur mandataire, M^e Réveillaud, avocat à Fès, 4, rue du Douh.

Le bornage a eu lieu le 11 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 339 K.

Propriété dite : « Domaine de Hamma », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du Nord, à 1 km. à l'est de la route de Meknès à Kénitra, à hauteur du km. 47.

Requérants : 1° Darcet Louis-Dominique, chef de service au Crédit national de Paris, demeurant à Paris, 41, rue Vanneau ; 2° Mlle Darcet Louise, mineure sous la tutelle de M. Brondy, vétérinaire à Meknès, tous deux domiciliés chez M. Raynard, domaine du Hamma, par Petitjean.

Le bornage a eu lieu le 28 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 354 K.

Propriété dite : « Driss ben Bouchta Paris Maroc n° 3 », sise à Meknès, périmètre urbain, entre la ville ancienne et la ville nouvelle, près de l'Etat-Major, sur la route n° 4.

Requérante : la Société anonyme française Paris-Maroc, dont le siège social est à Paris, 6, rue de Marignan, représentée par son fondé de pouvoirs, M. Delmas, domicilié à Meknès, rue Rouamzine (Magasins Modernes).

Le bornage a eu lieu le 14 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 359 K.

Propriété dite : « Bled Selsoula », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroun du Nord, sur la piste de Khemazza à Skirat, à 1.500 mètres au nord de cette localité.

Requérants : les Habous du Zehroun, représentés par leur nadir Ahmed ben Driss Serghini, demeurant à Moulay Idriss.

Le bornage a eu lieu le 15 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 378 K.

Propriété dite : « Bled el Khatya », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroun du Nord, à 16 km. au nord-est de Moulay Idriss.

Requérants : les Habous du Zehroun, représentés par leur nadir Ahmed ben Driss Seghrini, demeurant à Moulay Idriss.

Le bornage a eu lieu le 14 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 514 K.

Propriété dite : « Azib d'El Hemma », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroun du Nord, près de Talerhza, lieu-dit El Hamma.

Requérant : Mansour ben Jilali el Oudiyt Abhouli, demeurant à Fès-Médina, derb Ben Azakoum et domicilié chez M^e Réveillaud, avocat à Fès, 4, rue du Douh, son mandataire.

Le bornage a eu lieu le 17 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 548 K.

Propriété dite : « Telaa Ouhilide », sise bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guerouane du Sud, lot n° 11 des Aït Yazem, sur la piste de Meknès à Agourai.

Requérant : M. Delagarde André-Arsène, colon, demeurant au lot n° 11 des Aït Yazem.

Le bornage a eu lieu le 15 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 555 K.

Propriété dite : « El Assama », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du Nord, à 500 mètres au nord du marabout de Sidi Moulay Yacoub, au lieu-dit El Assama, sur la route de Meknès à Kénitra, au km. 114.

Requérant : M. Darcet Louis-Dominique, chef de service au Crédit national de Paris, demeurant à Paris, 41, rue Vanneau, et domicilié sur la propriété.

Le bornage a eu lieu le 27 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

ERRATUM

Vente à suite de succession vacante (Sélarisés)

Au lieu de : Le public est prévenu que le lundi 2 mars à 10 heures,

~~Lire : Le public est prévenu que le lundi 22 mars à 10 heures,~~

AVIS

DE MISE AUX ENCHERES

Il sera procédé le lundi 7 juin 1926, à 9 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur d'un immeuble dit « Villa Angel », titre 1575 C., situé à Casablanca, quartier du Maarif, rue Mistral, comprenant le terrain d'une contenance de mille sept cent trente-deux mètres carrés, avec une construction y édifiée de trois pièces, cuisine, cour, puits, écurie et jardin, le tout clos de murs.

Cet immeuble, borné par quatre bornes a pour limites :

Au nord-ouest : de B. 1 à 2, par la propriété dite « Marie-Louise », titre 283 C. ;

Au nord-est : de B. 2 à 3, par la propriété dite « Anne », titre 795 C. ;

Au sud-est : de B. 3 à 4, par une rue du lotissement Assaban ;

Au sud-ouest : de B. 4 à 1, par la propriété dite « Stanislas Navarro », titre 1091 C.

Cet immeuble a été saisi à la requête de Mme venye Grisolle, demeurant à Casablanca, à l'encontre de M. Moya Benitès Jérónimo, demeurant à Casablanca, quartier du Maarif, rue Mistral, en vertu d'un certificat d'inscription hypothécaire, délivré par M. le conservateur de la propriété foncière de Casablanca, le 27 janvier 1923.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et suivant les prescriptions de la loi.

Dès à présent toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca jusqu'au jour ci-dessus fixé pour l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit bureau dépositaire du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. AUTHEMAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

Avis de l'article 340
du dahir de procédure civile

Avis est donné à qui il appartient qu'à la suite de deux jugements rendus par le tribunal de première instance de Casablanca, les 18 février et 18 novembre 1925, rendus à la requête de M. Causse, secrétaire-greffier à Casablanca, agissant :

1° En qualité de syndic de l'union des créanciers de la faillite Jacob Moryoussef, commerçant à Marrakech-mellah ;
2° En qualité de liquidateur judiciaire du sieur David Moryoussef, commerçant à Marrakech-mellah.

Il va être procédé aux formalités pour parvenir à la vente de :

I. — L'usufruit viager d'un immeuble sis à Marrakech-mellah, rue de l'Ancienne Poste, n° 10, consistant en une maison d'habitation élevée de deux étages sur rez-de-chaussée ;

II. — La moitié d'un immeuble sis à Marrakech-mellah, rue du Cimetière, n° 40, consistant en une maison d'habitation élevée d'un rez-de-chaussée ;

III. — La moitié d'un immeuble sis à Marrakech-mellah, rue Essoak, n° 12, dit Dar Bensentoub, consistant en une maison d'habitation élevée d'un étage sur rez-de-chaussée ;

IV. — Une boutique contiguë à la maison Pérez à Marrakech-mellah, rue du Commerce, n° 36 ;

V. — Un droit de hazaka sur une boutique sise à Marrakech-mellah, cité des bijoutiers, n° 44 ;

V. — Un droit de hazaka sur une boutique sise à Marrakech-mellah, rue de la Fontaine, n° 5 ;

VII. — Une chambre et une chambrette dans l'immeuble Benouanounou, sis à Marrakech-mellah, rue Elrhi, n° 9.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites au secrétariat-greffe du tribunal de paix de Marrakech où tous détenteurs de titre de propriété et tous prétendants à un droit réel sur lesdits immeubles sont priés de se faire connaître dans le délai d'un mois à compter du présent avis.

Marrakech, le 6 mars 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
BRIANT.

EXTRAIT

registre du commerce tenu
au secrétariat-greffe du tribunal de première instance
d'Oujda.

Inscription n° 330 bis,
du 4 mars 1926.

Suivant acte reçu par M^e Pjalat, notaire à Nemours (Algérie), le 16 février 1926, dont une expédition a été déposée ce jour au greffe du tribunal de première instance d'Oujda, M. Molines François, l'un des sociétaires de la société « Molines-Pitzini-Perello et Tellez », s'est, du consentement de ses coassociés, retiré de ladite société à compter du 16 février 1926 et affranchi par sa retraite de toute solidarité, suivant certaines conditions insérées au dit acte.

La société en nom collectif continue d'exister entre Pitzini, Perello et Tellez.

Le secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu
au secrétariat-greffe du tribunal de première instance
de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 19

février 1926, il appert que M. Gérard-Cyprien Salvat, a vendu à M. Balme Louis, un fonds de commerce de café-bar, débit de boissons, sis à Casablanca, angle traverse de Médiouna et rue de Toul, dénommé « Grand Café-bar C. Salvat », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion,
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu
au secrétariat-greffe du tribunal de première instance
d'Oujda.

Inscription n° 343
du 6 mars 1926.

Suivant acte reçu au bureau du notariat d'Oujda, le 27 février 1926, dont une expédition a été déposée ce jour, au greffe du tribunal de première instance d'Oujda, les sieurs Abraham Azencot, négociant à Oujda, Josue Azencot, négociant à Taourirt, Charles Azencot, négociant à Fès, ont formé une société en nom collectif, pour une durée de quinze années, ayant pour objet, l'exploitation dans tout le Maroc, d'un commerce d'alimentation, denrées coloniales et toutes opérations pouvant s'y rattacher.

Le siège de la société est à Oujda, rue du Duc d'Aumale, n° 7. La raison et la signature sociales sont A.-J.-Ch. Azencot frères. Chacun des associés aura la signature sociale. Le capital social est de 5.000 francs.

Le secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 12 février 1926, il appert que M. Orsini Jean, négociant à Tadla, a vendu à M. Cloup François, négociant à Tadla, un fonds de commerce de vente d'articles de bazar et de quincaillerie, sis à Tadla, rue Centrale, avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 11 février 1926, il appert que Mme Blanche Charles, épouse séparée de biens de M. Valeros Panayotis, a vendu à M. Maurice Bégué un fonds de commerce d'alimentation, sis à Casablanca, boulevard de la Liberté, angle rue Lassalle et dénommé « L'Aquitaine », avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca le 6 février 1926, il appert que M. Maury Jean, cultivateur, a vendu à M. Joseph Solle, mécani-

cienn, un fonds de commerce de café-bar-débit de boissons, sis à Casablanca, rue Ledru-Rollin, n° 14, dénommé : « Café Dauphinois », et un bouledrome connu sous le nom de « Club des Quinze », sis à Casablanca, à l'angle des rues Bouskoura et Ledru-Rollin, dépendant du dit fonds de commerce, avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

ENQUETE

de commodo et incommodo

Etablissements incommodes
insalubres ou dangereux
de 2^e catégorie

Le contrôleur civil, chef de la circonscription des Zaër à l'honneur d'informer le public de ce que une enquête de *commodo et incommodo*, sera ouverte au contrôle civil de Marchand, sur le projet présenté par M. Djebli el Aydouni, colon aux Zaër.

Ce projet comporte l'installation d'une porcherie au kilomètre 41 de la route de Rabat-Marchand, en face du pont du Korilla.

Cette enquête commencera le 26 mars et finira le 3 avril 1926.

Le dossier est déposé au bureau du contrôle civil de Marchand, où les intéressés pourront se présenter tous les jours de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. (dimanches et jours fériés exceptés) et consigner sur le registre ouvert à cet effet les observations que ce projet soulèverait de leur part.

Marchand, le 4 mars 1926.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante
Fragassi Paul

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription sud de Casablanca, en date du 6 mars 1926, la succession de M. Fragassi Paul, en son vivant demeurant à Casablanca, 1, rue La Fontaine, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. G. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des tailles, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente inscription, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE RABAT

Distribution par contribution
Biton

N° 72 du registre d'ordre
M. Hubert juge-commissaire

Le public est informé qu'il est ouvert au greffe du tribunal précité une procédure de distribution par contribution des fonds provenant de la vente aux enchères publiques d'objets saisis à l'encontre de M. Haïm Biton, commerçant, domicilié à Rabat, rue du Capitaine-Petitjean.

En conséquence, tous les créanciers de celui-ci devront adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans le délai de trente jours, à dater de la deuxième insertion, à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE RABAT

Distribution par contribution
Bouchara

N° 73 du registre d'ordre
M. Hubert juge-commissaire

Le public est informé qu'il est ouvert au greffe du tribunal précité une procédure de distribution par contribution des fonds provenant de la vente aux enchères publiques de deux propriétés sises à Salé, saisies à l'encontre de Si Abdeslam ben Mohamed Bouchara, entrepreneur demeurant à Salé, en faillite.

En conséquence, tous les créanciers de celui-ci devront adresser leurs bordereaux de

production avec titres à l'appui au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans le délai de trente jours, à dater de la deuxième insertion, à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 15 chaoual 1344 (28 avril 1926), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous de Taza, à la cession aux enchères par voie d'échange, du 1/4 habous d'une parcelle de terre, sise à Haoumat Echeriqyine, à Taza, d'une superficie totale approximative de 68 mètres carrés, en indivision pour le surplus avec Abdelqader ben Kiran, sur la mise à prix de 1.000 francs.

Pour renseignements, s'adresser au nadir des Habous et à la direction des affaires chérifiennes, (contrôle des Habous) à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 15 chaoual 1344 (28 avril 1926), à 10 heures, dans les bureaux du mouraqib des Habous de Mazagan, à Azemmour, à la cession aux enchères par voie d'échange de la 1/2 d'une parcelle de terre, dite « Adh el Henna », indivise, avec ses servitudes actives et passives, d'une superficie totale approximative de 5.130 mètres carrés, sise au pont d'Azemmour, en bordure du fleuve et de la route de Casablanca.

Sur la mise à prix de 2.500 francs.

Pour renseignements, s'adresser au mouraqib des Habous à Mazagan, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

Régie des chemins de fer
à voie de 0 m. 60.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 6 avril 1926, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Ligne de Dar Caïd Tounsi à Mazagan. — Fourniture de ballast entre les P. K. 78 et 97.

Cautionnement provisoire : néant ;

Cautionnement définitif : 4.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné, à Casablanca, avant le 27 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 5 avril 1926, à 18 heures.

Rabat, le 6 mars 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

Régie des chemins de fer
à voie de 0 m. 60.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 6 avril 1926, à 14 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Ligne de Dar Caïd Tounsi à Mazagan. — 4^e lot, construction entre les P. K. 52 et 67.

Cautionnement provisoire : 14.000 francs ;

Cautionnement définitif : 28.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné, à Casablanca, avant le 27 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 5 avril 1926, à 18 heures.

Rabat, le 6 mars 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 8 avril 1926, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Rabat, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Route n° 14. — Construction d'une maison cantonnière à Khémisset.

Cautionnement provisoire : 2.500 francs ;

Cautionnement définitif : 5.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Rabat.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné à Rabat, avant le 30 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 7 avril 1926, à 18 heures.

Rabat, le 8 mars 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 9 avril 1926, à 15 heures, dans les bureaux de la direction générale des travaux publics, à Rabat, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix, des travaux ci-après désignés :

Construction des bâtiments de la direction générale des finances à Rabat. Dallages et plinthes en granito.

Cautionnement provisoire : 7.000 francs ;

Cautionnement définitif : 14.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à M. Laforgue, architecte, avenue de Chella, à Rabat.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa du directeur général des travaux publics avant le 31 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 8 avril 1926, à 18 heures.

Rabat, le 9 mars 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 9 avril 1926, à 14 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 2^e arrondissement du sud à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Route de Bir Djedid Saint-Hubert à Si Saïd Machou. — 2^e lot, construction entre les P. M. 13 k. 296 et 24 k. 619.

Cautionnement provisoire : 8.000 francs ;

Cautionnement définitif : 16.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné à Casablanca, avant le 31 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 8 avril 1926, à 18 heures.

Rabat, le 9 mars 1926.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Failite Théodore-Georges Foliadis

Par jugement en date du 9 mars 1926, le tribunal de première instance de Casablanca, a reporté au 9 juin 1926, la date de la cessation des paiements de Théodore-Georges Foliadis, primitivement fixée au 8 décembre 1925.

Le Chef du bureau.
J. SAUVAN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 10 mars 1926, le tribunal de première instance de Rabat, a déclaré en état de faillite le sieur Zarka, ex-négociant à Meknès, actuellement sans résidence ni domicile connus.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 8 septembre 1925.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 10 mars 1926, le tribunal de première instance de Rabat a admis au bénéfice de la liquidation judiciaire le sieur Bellia Lucien, entrepreneur rue de Naples à Rabat.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 25 février 1926.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Réunion des faillites et liquidations judiciaires, du mardi 23 mars 1926, à 15 heures,

tenu sous la présidence de M. Caldairou, juge-commissaire, dans l'une des salles d'audience du tribunal de première instance de Casablanca.

Liquidations judiciaires

Messod Benhaïm, Marrakech, examen de la situation.

Succession Cuilleron, Settât, dernière vérification de créances.

David Moryoussef, Marrakech, concordat ou union.

Hazan Mardoché, Casablanca, concordat ou union.

Mohamed ben Allal ben Bah, Safi, concordat ou union.

Failites

Société Ruah et Znaty, Mazagan, maintien du syndic.

Mohamed ben Larbi, Marrakech, première vérification de créances.

Zabulon Benhaïm, Casablanca, première vérification de créances.

Robineau Victor, Casablanca, dernière vérification de créances.

Dupont Jean, Casablanca, dernière vérification de créances.

Azoulay Moïse, Casablanca, dernière vérification de créances.

Messaoud Cohen, Casablanca, concordat ou union.

Le Chef du bureau.
J. SAUVAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

Les distributions par contribution des deniers provenant

I. — Des successions vacantes de :

1^o Perriod Louis-Auguste, en son vivant employé aux services municipaux de Marrakech ;

2^o Comet Jean-Paul, en son vivant retraité, demeurant à Marrakech.

II. — De la vente de divers biens mobiliers saisis à l'encontre de :

1^o M. Added Alexandre, commerçant à Marrakech ;

2^o M. Maniglier, commerçant à Marrakech.

Sont ouvertes au secrétariat du tribunal de paix de Marrakech, où les créanciers devront produire leurs titres de créances accompagnés de toutes pièces justificatives dans les trente jours de la deuxième insertion à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
BRIANT.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant 108 parcelles acquises de l'administration des habous et sises dans la banlieue de Taza.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341), requiert la délimi-

tation des immeubles domaniaux désignés ci-après, inscrits au sommaire de consistance de Taza-rural, sous les n° 55 à 162 inclusivement :

N° 55 T. R. « Bled Es Souier », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain d'El Hiri ;
Sud : bled El Bouier n° 56 T. R. ;

Est : bled El Araïs n° 57 T. R. ;

Ouest : oued Bit Roulam.
N° 56 T. R. « Bled El Bouier », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Es Souier n° 55 T. R. ;

Est : bled El Araïs n° 57 T. R. ;

Sud : piste de Bab Bou Akareh ;

Ouest : oued Bit Roulam ;
N° 57 T. R. « Bled El Araïs », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : oued El Gouireg ;
Est : oued El Gouireg ;

Sud : piste de Bab Bou Akareh ;

Ouest : bled El Bouier n° 56 T. R.

N° 58 T. R. « Bled Dehar Ayad », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : piste de Bab Bou Akareh ;

Est : terrain de Tayeb et Oulad el Rouira ;

Sud : terrain de Tayeb ;
Ouest : ligne de crête.

N° 59 T. R. « Bled Doumat Bou Akareh », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Haj Tayeb Guerraouin ;

Est : oued El Gouireg ;
Sud piste de Jeouna ;

Ouest : bled El Mesdoura n° 60 T. R. et terrain Touach.

N° 60 T. R. « Bled El Mesdoura », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Ahl Chekka.

Limites :

Nord : bled El Mehajer n° 61 T. R. ;

Est : terrain Touach et ligne de crête ;

Sud : piste de Jeouna ;
Ouest : oued Bit Roulam.

N° 61 T. R. « Bled El Mehajer », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : Piste de Bab Bou Akareh ;

Est : bled Dehar Ayad n° 58 T. R. ;

Sud : bled El Mesdoura n° 60 T. R. ;

Ouest : oued Bit Roulam.

N° 62 T. R. « Bled El Haz-

zaba », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : bled Rag el Rezal n° 63 T. R. ;

Est : ligne de crête ;
Sud : piste des Beni Bou Guitoun ;

Ouest : oued El Gouireg ;
N° 63 T. R. « Bled Rag el Rezal », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain du fquih Ali Tag ;

Est : ligne de crête à partir du col de la piste de Jeouna ;

Sud : piste de Jeouna le séparant du bled El Hazzaba ;

Ouest : oued El Gouireg.
N° 64 T. R. « Bled Gaada el Hamra », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Haoud Assekour n° 65 T. R. ;

Est : séguia ;
Sud : ancienne piste de Mçoun et route de Taza-Oujda ;

Ouest : oued Gouireg.
N° 65 T. R. « Bled Haoud Assekour », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Haoud Assekour n° 65 T. R. ;

Est : séguia ;
Sud : ancienne piste de Mçoun et route de Taza-Oujda ;

Ouest : oued Gouireg.
N° 65 T. R. « Bled Haoud Assekour », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : piste le séparant du bled Nekhila n° 66 T. R. et ancienne séguia ;

Est : ancienne séguia et piste ;
Sud : bled Gaada el Hamra n° 64 T. R.

Ouest : piste de Meknassa Foukania.
N° 66 T. R. « Bled En Nekhila », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et ouest : piste de Meknassa la séparant du bled Doumat el Cadi n° 67 T. R. ;

Est : ancienne séguia ;
Sud : piste de Sidi Hamou Meftah.

N° 67 T. R. « Bled Doumat el Cadi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : séguia ;
Est : oued Ben Hamada et piste de Meknassa ;

Sud : piste de Meknassa et oued El Gouireg ;
Ouest : oued Larbaâ.

N° 68 T. R. « Bled Gaadat el Abid », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : oued Larbaâ ;
Est : piste de Meknassa le séparant du terrain de Bouzidi ;

Sud et ouest : oued Ben Hamada.
N° 69 T. R. « Bled Kantrat Bou Lajeraf », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ligne de crête le séparant du bled Sahel ben Zennou, n° 76 T. R. ;

Sud : piste le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. ;
Ouest : ravin.

N° 76 T. R. « Bled Sahel ben Zennou », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : oued Larbaâ le séparant du bled Kantra Bou Lajeraf, n° 69 T. R. ;

Sud : piste et levée de terre le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. et oued Larbaâ ;
Ouest : ligne de crête.

N° 77 T. R. « Bled Koudiet ben Cheikh », tribu des Beni Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : oued El Arabaâ ;
Est : terrain de Bouzidi et piste de Meknassa Foukania ;

Sud : oued Bou Lajeraf ;
N° 70 T. R. « Bled El Messar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et est : ravin jusqu'à l'oued Bou Lajeraf ;
Sud : ravin qui va de la piste de Si Hamou Meftah à l'oued Bou Lajeraf ;

Ouest : oued Bou Lajeraf.
N° 71 T. R. « Bled Sehb el Assal », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ligne de crête ;
Sud : piste de Meknassa et bled Kassi el Khammar n° 72 T. R. ;

Ouest : deux ravins.
N° 72 T. R. « Bled Kassi el Khammar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : oued El Arabaâ ;

Est : terrain de Bouzidi et piste de Meknassa Foukania ;

Sud : oued Bou Lajeraf ;
N° 70 T. R. « Bled El Messar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et est : ravin jusqu'à l'oued Bou Lajeraf ;

Sud : ravin qui va de la piste de Si Hamou Meftah à l'oued Bou Lajeraf ;

Ouest : oued Bou Lajeraf.
N° 71 T. R. « Bled Sehb el Assal », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ligne de crête ;
Sud : piste de Meknassa et bled Kassi el Khammar n° 72 T. R. ;

Ouest : deux ravins.
N° 72 T. R. « Bled Kassi el Khammar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin et bled Sehb el Assal n° 71 T. R. ;

Sud-est : piste de Meknassa ;
Ouest : oued Ben Hamada.

N° 73 T. R. « Bled er Rouf », N° 74 T. R. « Bled Es Semar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Meddour, n° 75 T. R., et bled Sahel ben Zennou, tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Sidi Mohamed Zerouali ;

Est : piste de Dar Kedima ;
Sud-ouest : oued Ben Hamada.

nou, n° 76 T. R. ;
Est et sud : oued Larbaâ.

Ouest : ravin ;
N° 75 T. R. « Bled Meddour », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ligne de crête le séparant du bled Sahel ben Zennou, n° 76 T. R. ;

Sud : piste le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. ;
Ouest : ravin.

N° 76 T. R. « Bled Sahel ben Zennou », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : oued Larbaâ le séparant du bled Kantra Bou Lajeraf, n° 69 T. R. ;

Sud : piste et levée de terre le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. et oued Larbaâ ;
Ouest : ligne de crête.

N° 77 T. R. « Bled Koudiet ben Cheikh », tribu des Beni Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : oued Larbaâ le séparant du bled Kantra Bou Lajeraf, n° 69 T. R. ;

Sud : piste et levée de terre le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. et oued Larbaâ ;
Ouest : ligne de crête.

N° 77 T. R. « Bled Koudiet ben Cheikh », tribu des Beni Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : oued Larbaâ le séparant du bled Kantra Bou Lajeraf, n° 69 T. R. ;

Sud : piste et levée de terre le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. et oued Larbaâ ;
Ouest : ligne de crête.

N° 77 T. R. « Bled Koudiet ben Cheikh », tribu des Beni Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : oued Larbaâ le séparant du bled Kantra Bou Lajeraf, n° 69 T. R. ;

Sud : piste et levée de terre le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. et oued Larbaâ ;
Ouest : ligne de crête.

N° 77 T. R. « Bled Koudiet ben Cheikh », tribu des Beni Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : ligne de crête ;
Sud-est : terrain Oulad Sidi Ali ;

Ouest : piste Fidat el Anaya. N° 78 T. R. « Bled Akibat es Salah », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : ravin ;
Est ravin et ligne de crête ;
Sud : ligne de crête et ravin ;
Ouest : ravin jusqu'au sommet de la colline.

N° 79 T. R. « Bled Azlaf », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ligne de crête ;
Est et sud : levée de terre le séparant du terrain de Bouzidi ;

Ouest : ravin et bled Ferd Bou Ahmed, n° 87 T. R.

N° 80 T. R. « Bled Lakhal ben Nemissi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : terrain de El Haj Seddik bel Kacem ;

Est : ravin le séparant du bled Nemissi, n° 81 T. R. ;
Sud : ravin ;
Ouest : piste.

N° 81 T. R. « Bled Nemissi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Ferd Bou Ahmed, n° 82 T. R. ;
Est : ligne de Kerkar et piste ;

Sud : levée de terre ;
Ouest : levée de terre et ravin le séparant du feddan Lakhal ben Nemissi, n° 80 T. R.

N° 82 T. R. « Bled Ferd Bou Hamad », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin le séparant du bled Berdaâ ben Ketib, n° 83 T. R. ;

Est : ligne de crête ;
Sud : terrain des Khessassines et bled Nemissi, n° 81 T. R. ;

Ouest : ravin.
N° 83 T. R. « Bled Berdaâ ben Katib », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin le séparant du terrain de Haj Seddik bel Kacem ;

Est : ravin ;
Sud : ravin le séparant du bled Ferd Bou Ahmed, n° 82 T. R. ;

Ouest : ravin.
N° 84 T. R. « Bled Sanefaji », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Salka ;
Est : ravin ;
Sud : terrain habous « Doumat Yaamar » ;

Ouest : piste le séparant du bled Moulay Ali, n° 85 T. R.

N° 85 T. R. « Bled Moulay

Ali », (deux parcelles), tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites, parcelle I :

Nord-est : ravin puis ligne de culture qui le sépare du terrain de Salka et enfin piste qui le sépare du même terrain et du bled Es Sanefaji, n° 84 T. R. ;

Sud : ravin ;

Ouest : ravin et piste qui le sépare du bled Doumat Sidi Azouz, n° 86 T. R.

Parcelle II :

Nord : ligne de crête à partir de l'extrémité nord-est du terrain de Salka ;

Est et sud : ravin ;

Ouest : ravin qui le sépare du terrain de Salka.

N° 86 T. R. « Bled Doumat Sidi Azouz », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin qui le sépare du terrain de Ben Saïd ;

Est : piste qui le sépare du bled Moulay Ali, n° 85 T. R. ;

Sud : ravin ;

Ouest : ravin et terrain des Oulad ben Mansour.

N° 87 T. R. « Bled Tameskinat », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : terrain de Moulay Saïd et les Habous ;

Sud-est : terrain des Oulad ben Mansour et des Beni Khiair ;

Sud-ouest : ravin qui le sépare du terrain de Saïd ouïd el Haj el Khal ;

Nord-ouest : ligne de crête.

N° 88 T. R. « Bled el Koucha », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : terrain de El Amrani ;

Est : terrain de Haj el Khal ;

Sud : terrain de Ali et des Amrani.

N° 89 T. R. « Bled el Bezzaza », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ligne de crête ;

Est : bled Rebaâ el Ain, n° 90 T. R., ravin et piste ;

Sud : terrain de Abdelkader el Kirane ;

Ouest : ligne de crête.

N° 90 T. R. « Bled Rebaâ el Ain », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : séguia ;

Est : ravin et piste et oued qui le sépare du bled Arkab, n° 91 T. R. ;

Sud : petit ravin ;

Ouest : bled el Bezzaza, n° 89 T. R.

N° 91 T. R. « Bled Arkab », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Rebaâ el Ain, n° 90 T. R. et piste ;

Est : ligne de crête ;

Sud : bled Sehél el Fekkar, n° 93 T. R. ;

Ouest : ravin et bled Rebaâ el Ain, n° 90 T. R.

N° 92 T. R. « Bled Keraa el Haddad », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Arliel ;

Est : terrain de Akki et ravin ;

Sud : terrain de Akki ;

Ouest : terrain de Arliel.

N° 93 T. R. « Bled Sahel el Fekkar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Arkab, n° 91 T. R. et piste ;

Est : oued Larbaâ ;

Sud et ouest : ravin.

N° 94 T. R. « Bled Sahel el Hadadach », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : oued Larbaâ ;

Est : oued Taza ;

Sud et ouest : séguia jusqu'au pont de l'oued Taza qui le sépare du bled Dehar el Djamaâ, n° 95 T. R.

N° 95 T. R. « Bled Dehar el Djamaâ », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : oued Larbaâ et séguia jusqu'au pont de l'oued Taza ;

Sud et est : levée de terre et route de Fès à Taza ;

Ouest : terrain de Sidi Tayeb el Bouza.

N° 96 T. R. « Bled Guemarat el Berdaa », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain des Oulad Lach'heb ;

Est et sud : oued Larbaâ ;

Ouest : bled Sahel Sidi Mahrez, n° 97 T. R., et terrain des Oulad Khettar.

N° 97 T. R. « Bled Sahel Sidi Mahrez », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : bled Guemarat el Berdaa, n° 96 T. R. ;

Est : oued Larbaâ ;

Sud-ouest : piste de Meknassa Tahtia ;

Nord-ouest : terrain des Oulad el Khettar.

N° 98 T. R. « Bled Doumat el Hazzaba », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : séguia ;

Est : oued Taza ;

Sud : terrain des Derkaoua et celui des Oulad el Mokhtar ben Abdesselam ;

Ouest : terrain d'Aril el Bouguittouni.

N° 99 T. R. « Bled Bou Sefar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Tarzout, n° 100 T. R. ;

Est : ravin ;

Sud : oued Larbaâ ;

Ouest : terrain des Beni Marzin.

N° 100 T. R. « Bled Tarzout », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin jusqu'à la ligne de crête ;

Est : ligne de crête ;

Sud : ravin qui le sépare du bled Bou Sefar, n° 99 T. R. ;

Ouest : terrain des Beni Marzin, celui de Bouzidi et d'El Bouti.

N° 101 T. R. « Bled el Behar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste de Meknassa Tahtia ;

Est : terrain du mokaddem el Kebakbi et de Si Tayeb ;

Sud : séguia ;

Ouest : terrain de Jilali.

N° 102 T. R. « Bled Bou Kenoun », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Jilali ben Mokhtar ;

Est : séguia et ravin ;

Sud : levée de terre et ravin ;

Ouest : terrains des Oulad Lach'heb d'El Batta et des Oulad el Fass.

N° 103 T. R. « Bled Ouljat Sidi Mahrez », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bechchar.

Limites :

Nord : terrain de Ahmed el Bouzidi ;

Est : terrain de Ben Kassi Bou Riga ;

Sud : levée de terre et terrain d'Ahmed el Bouti ;

Ouest : terrain d'El Bouzidi et El Bouti.

N° 104 T. R. « Bled el Hajera Touila », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : terrain de Ahmed el Bouzidi ;

Sud-est : terrain de Abdallah ouïd Hadl Mokhtar Rebiza, de Abdeljelil el Bouti et de Ould el Abbès ;

Sud-ouest : ravin ;

Nord-ouest : oued El Arbaâ.

N° 105 T. R. « Bled Ain ben Yaya », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : ravin qui le sépare du bled Hajera Touila, n° 104 T. R. ;

Sud-est : terrain d'Amar el Mesrich ;

Sud-ouest : petit ravin ;

Nord-ouest : oued El Arbaâ.

N° 106 T. R. « Bled el Kharrouba », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Beni Marrine.

Limites :

Nord et est : terrains de Ahmed el Bouzidi et de Abderrahman ouïd Abdeljelil ben Salah el Oujjani ;

Sud : piste ;

Ouest : terrain de Ould Yamen el Oujjani.

N° 107 T. R. « Bled El Menaceb », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : piste ;

Est et sud : levée de terre ;

Ouest : ravin venant rejoindre au nord un deuxième ravin qui constitue la limite ouest du bled Garn Khalifa, n° 108 T. R.

N° 108 T. R. « Bled Garn Khalifa », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Beni Marrine.

Limites :

Nord : piste et levée de terre ;

Est : bled El Menaceb (n° 107 T. R.) et ravin ;

Sud et ouest : terrain des Oulad Lach'heb et terrain de Ben Ahmed el Bouzidi et de Abderrahman ben Abdeljelil.

N° 109 T. R. « Feddan Soutat el Tolba », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et sud : levée de terre ;

Est : piste ;

Ouest : ligne droite partant de la levée de terre nord et allant à une marque sur le talus sud.

N° 110 T. R. « Bled Sedirat el Messakine », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : levée de terre aux contours sinueux ;

Est : ravin et terrain des Oulad Riari ;

Sud : terrain des Oulad Riari ;

Ouest : sentier le séparant du bled Djemaâ, n° 111 T. R.

N° 111 T. R. « Feddan Djamaï », tribu des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre ;

Est : piste qui le sépare du bled Sedirat el Messakine (n° 110 T. R.) et petite levée de terre ;

Sud : piste du marabout de Sidi Mesbah ;

Ouest : piste à quelques mètres à l'est du ravin.

N° 112 T. R. « Zeribat Bennani », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre ;

Est : petite levée de terre ;

Sud : petite levée de terrain le séparant du terrain d'El Bouzidi ;

Ouest : piste le séparant du bled El Ourdania (n° 114 T. R.).

N° 113 T. R. « Bled Battan Merzouka », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste ;

Est : piste ;

Sud : ravin qui le sépare du bled El Ourdania (n° 114 T. R.) ;

Ouest : ligne de kerkar partant du sentier nord et allant au sommet du ravin sud.

N° 114 T. R. « Bled el Ourdania », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin qui le sépare du bled Battan Merzouka, (n° 113 T. R.) ;

Est : levée de terre, sentier qui le sépare de la Zeribat Ben-nani (n° 112 T. R.), puis levée de terre et même sentier ;

Sud : levée de terre et ravin qui le sépare du bled Nader el Abiodh (n° 115 T. R.) ;

Ouest : levée de terre jusqu'au sommet du ravin.

N° 115 T. R. « Bled Nader el Abiodh », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin et levée de terre qui les sépare du bled El Ourdania (n° 114 T. R.) ;

Est : Terrain de El Bouzidi ;
Sud et ouest : terrain des Salka, de Ouled el Abbès et des Beni Maârir.

N° 116 T. R. « Bled Sidi Bou Salem », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et sud : ravin ;

Est : bled Sahel el Haddar (n° 118 T. R.) ;

Ouest : terrain de Haj Ahmed Salka.

N° 117 T. R. « Bled el Afoun », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Ould el Bouti ;

Est : terrain de Haj Ahmed Salka et de Abdelkader ben Messaoud ;

Sud : les Beni Khair et les Khessassine, la limite passe par le mur sud du fort Sorensen.

N° 118 T. R. « Frddan Sahel el Haddar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ligne qui part de l'oued Taza et qui aboutit à la corne nord-est du Bled Sidi Bou Salem (n° 116 T. R.) ;

Est : oued Taza ;

Sud : petit ravin ;
Ouest : séguia en maçonnerie qui le sépare du bled Sidi Bou Salem susnommé.

N° 119 T. R. « Bled Bou Herra », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste et ravin ;

Est : levée de terre ;

Sud : terrain de Haj Ahmed Salka ;

Ouest : terrain d'El Bouzidi, ligne de crête et terrain de Jilali ben Mokhtar.

N° 120 T. R. « Bled Gar Et-Tine », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ligne de crête et ravin ;

Est : ravin ;

Sud-est : oued Taza ;

Sud : piste ;

Ouest : ligne de crête.

N° 121 T. R. « Arsat Sidi Ali ben Abdallah », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : oued et terrain de Ahmed ben Larbi ;
Sud et est : séguia et terrain de Ahmed ben Larbi.

N° 122 T. R. « Arsat Mekka I », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : séguia et jardin de Slaoui ;

Est : Arsat Mekka II (n° 123 T. R.) ;

Sud : séguia et terrain de Salka ;

Ouest : levée de terre et terrain Ahmed Larbi.

N° 123 T. R. « Arsat Mekka II », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : séguia et jardin de Slaoui ;

Est : levée de terre, jardin de Bou Abdallah et terrain de Salka ;

Sud : séguia et terrain de Salka ;

Ouest : Arsat Mekka I (n° 122 T. R.).

N° 124 T. R. « Arsat Aïn el Harim », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre ;

Est : oued Taza ;
ouest et sud : piste.

N° 125 T. R. « Bled Ras el Oued », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Mohamed Salka ;

Est et sud : ligne de crête ;
Ouest : ligne de crête et terrain de Mohamed Salka.

N° 126 T. R. « Bled el Oulija », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : levée de terre ;
Est : levée de terre et ravin ;

Sud et ouest : ligne de crête.
N° 127 T. R. « Bled Haoud el Jenan », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : Bled el Merassel (n° 128 T. R.) et levée de terre ;

Est : levée de terre, bled n° 127 T. R., levée de terre et terrain des Oulad Sidi Ali Touzani ;

Sud : piste ;

Ouest : marais et terrain d'El Guébchi.

N° 128 T. R. « Bled el Merassel », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maâkal.

Limites :

Terrain de forme approximativement sphérique, limitée au sud-est par le bled Haoud el Jenan (n° 127 T. R.).

N° 129 T. R. Parcelle à Haoud el Jenan, tribu des Beni Ouajjan, fraction des Ahl Kennar.

Limites :

Nord et sud : levée de terre ;

Est : piste ;

Ouest : bled Haoud el Jenan (n° 127 T. R.).

N° 130 T. R. « Bled el Bridaa », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Hofrat Asselili (n° 132 T. R.) et piste ;

Est : terrain de Allal Lazrek et de ses frères ;

Sud : levée de terre ;

Ouest : levée de terre.

N° 131 T. R. « Bled Aouinat Soltana », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord, est et ouest : levée de terre ;

Sud : ravin.

N° 132 T. R. « Bled Hofrat Asselili », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : levée de terre ;

Est : ravin ;

Sud : bled El Bridaa et piste ;

Ouest : bled Amekouas (n° 135 T. R.) et ligne de crête.

N° 133 T. R. « Bled Afenazer », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : source et ravin ;

Sud et ouest : ravin ;

Sud : piste.

N° 134 T. R. Parcelle sans nom à Aïn el Amrani, tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrains des Touzani et des Kbelladi ;

Est : ravin ;

Sud : Mokadem El Houssine ;

Ouest : levée de terre.

N° 135 T. R. « Bled Amekouas », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Ahl Kennar.

Limites :

Nord : levée de terre ;

Est : bled Hofrat Asselili (n° 132 T. R.) ;

Sud : piste et terrain d'Abdelkader ben Kiran ;

Ouest : levée de terre.

N° 136 T. R. « Bled el Khebichi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : ligne de crête, terrain Abdesselem Rebiza et Ouled el Abbès ;

Est : terrain de Ahmed ben Houcine ben Larbi Bou Aïdi ;

Sud : piste ;

Ouest : terrain Mekki Fartit.

N° 137 T. R. « Bled Sehb et Touil », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ravin ;

Nord-est et est : ravin ;

Sud-est : piste ;

Ouest : ligne de crête.

N° 138 T. R. « Bled Battan el Roula », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est et est : terrain de Ahmed ben Hassan el Arbi ;

Sud et ouest : ravin.

N° 139 T. R. « Bled el Messidar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : piste et ravin ;

Est : terrain des Oulad Ali ben Ahmed Mokhtar et celui de Ben Ayad el Ferkouchi ;

Sud : levée de terre ;

Ouest : terrain de Ben Ayad.

N° 140 T. R. « Bled el Messidar el Kebir », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord-est et sud-est : ravin dit « Chaâbat el Homar » ;

Sud-ouest : oued Jeouana ;

Nord-ouest : ravin.

N° 141 T. R. « Bled Koudiat Mira », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : terrain de Haj Mohamed el Guettari ;

Est : terrain de El Debabra ;

Sud : levée de terre, terrain de Ahmed ben Houssine et ligne de crête ;

Ouest : terrain Zedraoudi.

N° 142 T. R. « Bled Kerkour Bou Amira », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : piste et terrain de Haj Homad ;

Est : levée de terre et terrain des Oulad Abdeljelil ben Ali ;

Sud : terrain de Serir ben Taleb ;

Ouest : terrain de Haj Omad et de Serir ben Taleb.

N° 143 T. R. « Bled Oum el Khoukh », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : ligne de crête et terrain des Oulad Yaffakh ;

Est : ligne de crête qui le sépare de Tifelouati ;

Sud : ravin, terrain de Haj Homad ez Zoubaâ et celui de Homad ould Yaffakh des Beni Mahcen ;

Ouest : levée de terre qui le sépare du terrain de Haj Hamada.

N° 144 T. R. « Bled Taneji es Safeli », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est et est : ravin et terrain de Ould Si Amar des Beni Mahcen ;

Sud : terrain de Lach'heb des Beni Mahcen ;

Ouest terrain de Abdallah ben Ali ben Abbou des Beni Mahcen.

N° 145 T. R. « Bled Taneji el Fouki », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Hassan ben Ali ben Abbou ;

Est : terrain de Lahcen ould Abdallah des Beni Mahcen ;

Sud : terrain de Cheikh Lahcen des Beni Mahcen ;

Ouest : ravin et terrain de Ould Abdallah ben Ahmed des Beni Bou Guitoun.

N° 146 T. R. « Bled Gaadat Zerouala », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : ravin ;

Sud-est : terrain de Haj Homad ez Zouabet de Homad ould Yaffakh des Beni Mahcen ;

Ouest : levée de terre, ligne de crête et terrain Yaffakh.

N° 147 T. R. « Bled Doumat Zerigui », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : terrains de Houcine Dib et de Kaddour ben Mohamed ben Ali ;

Est : piste allant à Jeouna ;

Sud : terrain des Oulad Mohamed ben Ali ben Taleb ;

Ouest : terrain de Homad el Mefroud.

N° 148 T. R. « Bled Tafaraout », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : terrain des Ould Mousa ben el Attari et de Laarej ;

Est : terrain de Ould Lach'heb ben Hamidach des Beni Bou Guitoun ;

Sud : terrain de Ould Mokhtar ben Ahmed et Ould Lahcen ben Larbi ;

Ouest : séguja.

N° 149 T. R. « Bled Bou Iflane », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain du caïd Mohamed el Oujani ;

Est : ravin (merja) le séparant du bled Chekal el Bkhal (n° 150 T. R.) ;

Sud : piste des Beni Bou Ahmed ;

Ouest : ravin et piste.

N° 150 T. R. « Bled Chekal el Bral », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord-est : ravin ;

Sud-est : ravin et merja ;

Sud : piste des Beni Bou Ahmed ;

Nord-ouest : ravin qui le sépare du bled Bou Iflane (n° 149 T. R.) et merja.

N° 151 T. R. « Bled Haoud Bezzout », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et est : ligne de crête ;

Sud : ravin ;

Ouest : merja.

N° 152 T. R. « Bled Dehar Bou Affane », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : Benou Aïcha ;

Est : ravin ;

Sud : ravin ;

Ouest : ligne de crête.

N° 153 T. R. « Bled Ouljat el Cadi », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : oued Ouergine ;

Est : ligne droite partant d'un gué de l'oued et aboutissant à une marque sur une petite levée de terre ;

Sud : route de Taza à Oujda ;

Ouest : ligne de crête et ancienne piste jusqu'à l'oued.

N° 154 T. R. « Bled en Nekhila », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain d'El Aïssaoui ;

Est : terrain d'El Arabi ;

Sud : terrain d'El Arabi ;

Ouest : piste.

N° 155 T. R. « Bled Oukal ez Zerai », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrains des Oulad el Mekki et de El Arabi ;

Est : piste ;

Sud : terrain des Oulad Diouri ;

Ouest : ligne de crête.

N° 156 T. R. « Bled Kelib el Trab », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain de Ould Mohamed ben Houssine el Fou Hamadi ;

Est : terrain de la zaouïa des Aïssaouia, d'El Mekki des Meterkatt et de l'Ould Nimis ;

Sud : ligne de crête ;

Ouest : merja.

N° 157 T. R. Deux parcelles sans noms à la Messala el Foukia, tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain du cheikh Ayad ould ben Larbi ;

Est : terrain de Ould Abdeslam ;

Sud : terrain du fquih Ben Hamou et celui de Laarej el Kourchahi ;

Ouest : piste et terrain de Bou Allaf.

N° 158 T. R. « Bled El Messala el Tahtia », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain de Homad ould Ali ben Ahmed ;

Est : terrain de Ahmed ould Abdessalam ;

Sud : piste et terrain du cheikh Ayad ould Ben Larbi ;

Ouest : piste et terrain du fquih Amar el Aïssaoui.

N° 159 T. R. « Bled Haoud ben Zerirar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est et est : terrain de Mohamed el Aïssaoui (limite passant par un fossé artificiel) ;

Sud : piste dans un ravin ;

Sud-ouest : terrain de Allal ould Kaddour ben Lahcen ;

Nord-ouest : piste de ou lajeraf.

N° 160 T. R. « Bled El Marnissia », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre partant de la ligne de crête ;

Est : levée de terre ;

Sud : ligne de crête ;

Ouest : ligne de crête.

N° 161 T. R. « Bled El Majedamia », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste et terrain de Mohamed el Aïssaoui ;

Est : El Braouak et terrain de Ali ould Hamou ben Radf ;

Sud et ouest : ligne de crête et terrain de Ali ould Hamou.

N° 162 T. R. « Bled Jabla », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : fortin et terrain de Mohamed ben Abdallah ;

Sud : terrain de El M'Nassar de Si Ahmed ben Mekki et levée de terre ;

Ouest : ligne de crête.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur les dites parcelles aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la parcelle dite « Bled el Souier » (n° 55 T. R.), le 29 mars 1926, à 8 heures du matin et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu, dans l'ordre ci-dessus.

Rabat, le 17 décembre 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 16 janvier 1926 (2 rejev 1344) ordonnant la délimitation de 108 parcelles domaniales sises dans la banlieue de Taza.

Le grand vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 17 décembre 1925, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 29 mars 1926, les opérations de délimitation de 108 parcelles domaniales, sises dans la banlieue de Taza ;

Sur la proposition du directeur général des finances.

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera procédé conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341), à la délimitation de 108 parcelles domaniales acquises de l'administration des Habous par le domaine de l'Etat et sises dans la banlieue de Taza.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 29 mars 1926, à 8 heures du matin, à l'angle nord-ouest de la parcelle dite « Bled Es Souier » (n° 55 T. R.), et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu, dans l'ordre d'inscription fixé par la requête du chef du service des domaines, en date du 17 décembre 1925.

Fait à Rabat, le 2 rejev 1344, (16 janvier 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 janvier 1926.

Le Commissaire Résident Général.

T. STEEG.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Zénata (Chaoufianord).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité Zyafda, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », d'une superficie de 1.501 ha., situé sur

le territoire de la tribu des Zénata (Chaouïa-nord).

Limites :

Nord : L'océan de l'oued Chekchek à l'oued Robar ; riverain : Domaine public ;

Est : Rive gauche de l'oued Robar jusqu'à la borne 32 de l'immatriculation foncière, titre n° 459 R., (ferme Polignac) ; riverain : Domaine Bou Znika Etat. Titre n° 460 R. ;

Sud : De l'oued Robar à l'oued Chekchek, des B. 32 à B. 27 et B. 9 à B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 459 R. et des B. 44 à B. 42 et B. 10 à B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 1320 R. (Ajilat) ;

Ouest : Rive droite de l'oued Chekchek depuis B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 1320 R. ; riverains : Si Mohamed, ben Doukkali Zenati et les Zenata.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exception des servitudes de passage relevant du domaine public.

Les opérations de délimitation commenceront le 23 mars 1926, à 9 h. 30, à l'angle sud-est de la propriété au point de jonction des domaines Bou Znika, Polignac et El Bahar, sur l'oued Robar, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 12 septembre 1925,

HUOT.

Arrêté viziriel

du 7 novembre 1925, (20 rebia II 1344) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Zenata (Chaouïa-nord).

Le grand vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 12 septembre 1925 du directeur des affaires indigènes, tendant à fixer au 23 mars 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », appartenant à la collectivité Zyaïda et situé sur le territoire de la tribu Zenata (Chaouïa-nord),

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera

procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », appartenant à la collectivité des Zyaïda, situé sur le territoire de la tribu des Zenata, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (1^{er} rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 23 mars 1926, à 9 h. 30, à l'embouchure de l'oued Robar et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,

le 20 rebia II 1344,
(7 novembre 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation
et mise à exécution :

Rabat, le 25 novembre 1925.

Le Commissaire,
Résident Général,
T. STEEG.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Clotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monre-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Azemmour, Ber Rechid, Fez, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouerzan, Petitjean, Rabat, Safi, Salé, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE, DE BOURSE ET DE CHANGE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissements de tous effets. Crédits de campagne. Prêts sur marchandises. Envois de fonds, Opérations de titres. Bardo de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

EN RESPIRANT
avec une
PASTILLE VALDA
EN BOUCHE
vous vous préserverez
du FROID, de l'HUMIDITÉ,
des MICROBES

Les émanations antiseptiques de ce merveilleux produit
imprégneront les recoins les plus inaccessibles de
la GORGE, des BRONCHES, des POUMONS
et les rendront réfractaires à toute inflammation,
à toute congestion, à toute contagion.

ENFANTS, ADULTES, VIEILLARDS
Procurez-vous de suite, Ayez toujours sous la main

LES VÉRITABLES
PASTILLES VALDA
vendues seulement
en BOITES
portant le nom
VALDA

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 699 en date du 16 mars 1926,

dont les pages sont numérotées de 441 à 472 inclus.

L'imprimeur,

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192....